

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal _____

Code géographique : 66023 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé S3-G

Section I - États financiers consolidés

Table des matières S5-G

États financiers consolidés audités S6-G - S25-G

Renseignements consolidés non audités S26-G - S28-G

Section II - Autres renseignements financiers non audités

Table des matières S30-G

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières S54-G

Données prévisionnelles S55-G - S65-G

Membres du conseil et fonctionnaires S66-G

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67-G

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68-G

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Courchesne, Yves, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme.

La partie relative aux compétences d'agglomération a été adoptée par le conseil d'agglomération le

2	0	1	6
---	---	---	---

1	2
---	---

1	6
---	---

 .
année mois jour

La partie relative aux autres compétences de nature locale a été adoptée par le conseil ordinaire de la municipalité centrale le

2	0	1	6
---	---	---	---

1	2
---	---

1	4
---	---

 .
année mois jour

[Originale signée]

Signature



Date

2017-04-13

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	G=Global	
	PAGE	
Section I		
États financiers consolidés audités		
Rapport de l'auditeur indépendant	S6-G	6
Rapport du vérificateur général	S6.1-G	6.1
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur la ventilation des dépenses mixtes	S6.2-G	6.2
Renseignements complémentaires consolidés		
Informations sectorielles consolidées		
Résultats détaillés par organismes	S7-G	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	S8-G	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	S9-G	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	S10-G	10
Situation financière par organismes	S11-G	11
Flux de trésorerie par organismes	S12-G	12
Charges par objets par organismes	S13-G	13
État consolidé des résultats	S18-G	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	S19-G	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	S19-G	15
État consolidé de la situation financière	S20-G	16
État consolidé des flux de trésorerie	S21-G	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	S22-G	18
Autres renseignements complémentaires consolidés		
Excédent (déficit) accumulé	S23-G	19
Avantages sociaux futurs	S24-G	20
Endettement total net à long terme	S25-G	21
Renseignements consolidés non audités		
Analyse des revenus consolidés	S27-G	23
Analyse des charges consolidées	S28-G	24
<hr/>		
COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES		43
<hr/>		
COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES		82
<hr/>		

Rapport de l'auditeur indépendant

À Monsieur le Maire,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du Conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du Conseil d'agglomération de Montréal

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Montréal, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville de Montréal a comptabilisé au 31 décembre 2016 à l'état consolidé de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des paiements de transferts relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transferts selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi qu'aux directives du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et lorsque les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2016 et 2015 sont les suivantes :

	Surévaluation	
	En milliers de dollars	
	2016	2015 (redressé)
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs – Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 491 943	2 309 193
Dette nette et excédent accumulé	2 491 943	2 309 193
État consolidé des résultats		
Revenus – Transferts	182 750	470 629
Excédent de l'exercice	182 750	470 629
Excédent accumulé au début de l'exercice	2 309 193	1 838 564
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	2 491 943	2 309 193

La direction n'a pas ventilé le montant de l'excédent accumulé avec le même niveau de détail que celui présenté dans les états financiers consolidés.

Par ailleurs, la Ville de Montréal n'a pas respecté les dispositions de l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonçant que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice de la Ville de Montréal et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisée.

Ces éléments nous a conduits à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice courant, comme nous l'avons fait pour les états financiers de l'exercice précédent.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Montréal inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMOT et présentées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Cependant, sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMOT et sur le fait que les données prévisionnelles pour l'exercice 2017 présentées dans les sections III sont non auditées.

Autre point

Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion modifiée signé en date du 3 avril 2017 relativement aux états financiers consolidés de la Ville de Montréal, à être déposés au greffe de la Ville de Montréal, le 19 avril 2017.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

13 avril 2017

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116207

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Montréal, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

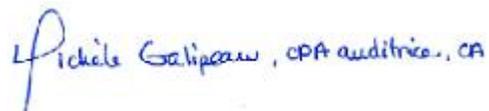
Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Montréal inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (« MAMOT ») et présentées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Cependant, sans pour autant modifier mon opinion, j'attire également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMOT et sur le fait que les données prévisionnelles pour l'exercice 2017 présentées dans les sections III sont non auditées.

Autre point

J'ai émis également un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 3 avril 2017 relativement aux états financiers consolidés de la Ville de Montréal à être déposés au greffe de la Ville de Montréal, le 19 avril 2017.

La vérificatrice générale de la Ville de Montréal,



Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Montréal
Le 13 avril 2017

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit du tableau ci-joint de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération (ci-après le « tableau de la ventilation des charges mixtes ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016. Cette ventilation a été établie par la direction sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (ci-après « les exigences réglementaires »).

Responsabilité de la direction pour le tableau de la ventilation des charges mixtes

La direction est responsable de la préparation du tableau de la ventilation des charges mixtes conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau de la ventilation des charges mixtes exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le tableau de la ventilation des charges mixtes, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le tableau de la ventilation des charges mixtes ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le tableau de la ventilation des charges mixtes. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le tableau de la ventilation des charges mixtes comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du tableau de la ventilation des charges mixtes afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du tableau de la ventilation des charges mixtes.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

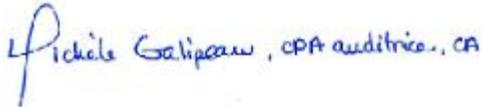
Opinion

À mon avis, le tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences réglementaires.

Autre point

J'ai émis également un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 3 avril 2017 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération inclus dans les états financiers consolidés à être déposés au greffe de la Ville de Montréal, le 19 avril 2017.

La vérificatrice générale de la Ville de Montréal,



Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Montréal
Le 13 avril 2017

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	3 173 700 000	3 248 762 700	3 262 399 000				3 241 764 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	254 545 000	247 844 100	252 329 000				252 329 000
Quotes-parts	3	406 084 000	405 112 200	404 753 000		431 201 000		404 753 000
Transferts	4	256 024 000	253 221 700	244 535 000		236 923 000		481 458 000
Services rendus	5	304 688 000	310 351 400	314 038 000		767 831 000		991 940 000
Imposition de droits	6	196 809 000	169 962 400	222 776 000				222 776 000
Amendes et pénalités	7	170 757 000	199 545 100	163 733 000				163 733 000
Revenus de placements de portefeuille	8	104 089 000	89 595 300	106 443 000		14 571 000		121 014 000
Autres revenus d'intérêts	9	29 541 000	30 517 400	31 607 000				12 691 000
Autres revenus	10	26 844 000	26 562 500	16 267 000		127 178 000		97 978 000
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	4 923 081 000	4 981 474 800	5 018 880 000		1 577 704 000		5 990 436 000
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14					14 182 000		
Transferts	15	195 018 000	314 200 000	236 427 000		430 276 000		666 703 000
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	16	6 742 000	15 600 000	250 000				250 000
Autres	17	4 857 000		7 491 000				7 491 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18							
	19	206 617 000	329 800 000	244 168 000		444 458 000		674 444 000
	20	5 129 698 000	5 311 274 800	5 263 048 000		2 022 162 000		6 664 880 000
Charges								
Administration générale	21	790 124 000	839 682 000	756 411 000	12 395 000			759 778 000
Sécurité publique	22	1 037 140 000	1 030 174 360	1 047 377 000	35 879 000			1 083 256 000
Transport	23	870 125 000	924 983 000	907 573 000	239 124 000	1 620 648 000		2 223 221 000
Hygiène du milieu	24	419 298 000	433 478 000	438 417 000	215 452 000			653 038 000
Santé et bien-être	25	92 033 000	95 464 600	89 341 000	167 000	51 151 000		129 863 000
Aménagement, urbanisme et développement	26	193 987 000	209 377 840	210 201 000	31 339 000	9 122 000		243 425 000
Loisirs et culture	27	523 338 000	533 141 400	559 868 000	98 483 000	57 210 000		686 163 000
Réseau d'électricité	28							
Frais de financement	29	377 064 000	394 876 500	382 947 000		118 762 000		482 793 000
Effet net des opérations de restructuration	30							
Amortissement des immobilisations	31	615 780 000	646 863 367	632 839 000	(632 839 000)			
	32	4 918 889 000	5 108 041 067	5 024 974 000		1 856 893 000		6 261 537 000
Excédent (déficit) de l'exercice	33	210 809 000	203 233 733	238 074 000		165 269 000		403 343 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	210 809 000	203 233 733	238 074 000	165 269 000	403 343 000	
Moins: revenus d'investissement	2	(206 617 000)	(329 800 000)	(244 168 000)	(444 458 000)	(674 444 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 192 000	(126 566 267)	(6 094 000)	(279 189 000)	(271 101 000)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	615 780 000	646 863 367	632 839 000	233 132 000	865 971 000	
Produit de cession	5	11 153 000		5 484 000	50 000	5 534 000	
(Gain) perte sur cession	6	(9 350 000)		(2 381 000)	44 000	(2 337 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	617 583 000	646 863 367	635 942 000	233 226 000	869 168 000	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	12 530 000	17 200 000	53 699 000	3 148 000	42 965 000	
Remboursement de la dette à long terme	17	(424 758 000)	(473 516 100)	(475 559 000)	(82 575 000)	(558 134 000)	
	18	(412 228 000)	(456 316 100)	(421 860 000)	(79 427 000)	(515 169 000)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(25 329 000)	()	(8 624 000)	(28 499 000)	(37 423 000)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20						
Excédent de fonctionnement affecté	21	41 689 000	35 127 200	68 455 000		68 455 000	
Réserves financières et fonds réservés	22	(104 115 000)	(203 745 500)	(231 921 000)		(231 921 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	24 021 000	104 637 300	103 222 000	155 010 000	258 232 000	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(63 734 000)	(63 981 000)	(68 868 000)	126 511 000	57 343 000	
	26	141 621 000	126 566 267	145 214 000	280 310 000	411 342 000	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	145 813 000		139 120 000	1 121 000	140 241 000	

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	206 617 000	329 800 000	244 168 000	444 458 000	674 444 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(50 541 000)	(111 373 000)	(62 538 000)	()	(62 538 000)
Sécurité publique	3	(39 890 000)	(60 700 000)	(49 351 000)	()	(49 351 000)
Transport	4	(310 120 000)	(513 100 000)	(394 505 000)	(648 062 000)	(1 042 567 000)
Hygiène du milieu	5	(268 854 000)	(390 000 000)	(385 647 000)	()	(385 647 000)
Santé et bien-être	6	(638 000)	()	(29 000)	(38 603 000)	(38 632 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(40 934 000)	(153 500 000)	(43 187 000)	(157 000)	(43 344 000)
Loisirs et culture	8	(221 650 000)	(361 000 000)	(228 563 000)	()	(228 563 000)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(931 351 000)	(1 589 673 000)	(1 163 820 000)	(686 822 000)	(1 850 642 000)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	609 785 000	967 973 000	559 210 000	110 831 000	670 041 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	25 329 000		8 624 000	28 499 000	37 423 000
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16	14 434 000		10 307 000		10 307 000
Réserves financières et fonds réservés	17	190 212 000	291 900 000	292 547 000		292 547 000
	18	229 975 000	291 900 000	311 478 000	28 499 000	340 277 000
	19	(91 591 000)	(329 800 000)	(293 132 000)	(547 492 000)	(840 324 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	115 026 000		(48 964 000)	(103 034 000)	(165 880 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
					<u>Total consolidé ¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	210 809 000	203 233 733	238 074 000	165 269 000	403 343 000
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(931 351 000)	(1 589 673 000)	(1 163 820 000)	(686 822 000)	(1 850 642 000)
Produit de cession	3	11 153 000		5 484 000	50 000	5 534 000
Amortissement	4	615 780 000	646 863 367	632 839 000	233 132 000	865 971 000
(Gain) perte sur cession	5	(9 350 000)		(2 381 000)	44 000	(2 337 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(313 768 000)	(942 809 633)	(527 878 000)	(453 596 000)	(981 474 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(1 741 000)		159 000	16 432 000	16 591 000
Variation des stocks de fournitures	9	(6 656 000)		1 802 000	1 868 000	3 001 000
Variation des autres actifs non financiers	10	5 689 000		(8 123 000)	111 144 000	101 021 000
	11	(2 708 000)		(6 162 000)	129 444 000	120 613 000
	12	(105 667 000)	(739 575 900)	(295 966 000)	(158 883 000)	(457 518 000)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(105 667 000)	(739 575 900)	(295 966 000)	(158 883 000)	(457 518 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(4 320 476 000)		(4 426 143 000)	(1 229 955 000)	(5 637 429 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16				(56 980 000)	(56 980 000)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(4 320 476 000)		(4 426 143 000)	(1 286 935 000)	(5 694 409 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(4 426 143 000)		(4 722 109 000)	(1 445 818 000)	(6 151 927 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2015		2016	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	486 025 000	260 013 000	55 339 000	315 352 000
Débiteurs (note 5)	2	2 351 106 000	2 464 660 000	1 838 059 000	3 663 112 000
Prêts (note 6)	3	21 065 000	32 486 000	989 000	29 130 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 541 638 000	2 805 903 000	668 504 000	3 474 407 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 592 000	1 592 000	11 926 000	13 518 000
	8	5 401 426 000	5 564 654 000	2 574 817 000	7 495 519 000
PASSIFS					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			378 127 000	378 127 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 381 500 000	1 521 234 000	308 978 000	1 755 046 000
Revenus reportés (note 12)	12	154 076 000	158 781 000	69 002 000	211 706 000
Dettes à long terme (note 13)	13	7 992 494 000	8 338 522 000	3 121 939 000	10 891 752 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	299 499 000	268 226 000	142 589 000	410 815 000
	15	9 827 569 000	10 286 763 000	4 020 635 000	13 647 446 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 426 143 000)	(4 722 109 000)	(1 445 818 000)	(6 151 927 000)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	8 613 425 000	9 141 303 000	4 008 475 000	13 149 778 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	47 734 000	47 575 000	14 805 000	62 380 000
Stocks de fournitures	19	38 531 000	36 729 000	39 981 000	76 710 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	47 248 000	55 371 000	383 371 000	422 742 000
	21	8 746 938 000	9 280 978 000	4 446 632 000	13 711 610 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	209 776 000	201 435 000	(5 051 000)	196 384 000
Excédent de fonctionnement affecté	23	262 209 000	331 187 000	72 881 000	404 068 000
Réserves financières et fonds réservés	24	234 916 000	176 472 000	13 057 000	189 529 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(978 381 000)	(1 110 256 000)	(142 275 000)	(1 219 191 000)
Financement des investissements en cours	26	21 982 000	(28 242 000)	(162 607 000)	(223 046 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	4 570 293 000	4 988 273 000	3 224 809 000	8 211 939 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	4 320 795 000	4 558 869 000	3 000 814 000	7 559 683 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	210 809 000	238 074 000	165 269 000	403 343 000
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	615 780 000	632 839 000	233 132 000	865 971 000
Autres					
- (Gain) perte/ cession d'immo.	3	(9 350 000)	(2 381 000)	44 000	(2 337 000)
-	4				
	5	817 239 000	868 532 000	398 445 000	1 266 977 000
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(134 609 000)	(113 554 000)	(238 385 000)	(261 278 000)
Autres actifs financiers	7	(10 859 000)	(11 421 000)	521 000	(10 900 000)
Créditeurs et charges à payer	8	90 163 000	49 076 000	13 101 000	62 954 000
Revenus reportés	9	42 399 000	4 705 000	20 268 000	27 405 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
	10	49 941 000	(31 273 000)	166 353 000	135 080 000
Propriétés destinées à la revente	11	(1 741 000)	159 000	7 329 000	7 488 000
Stocks de fournitures	12	(6 656 000)	1 802 000	1 868 000	3 001 000
Autres actifs non financiers	13	5 689 000	(8 123 000)	111 144 000	101 021 000
	14	851 566 000	759 903 000	480 644 000	1 331 748 000
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(893 963 000)	(1 073 162 000)	(686 822 000)	(1 759 984 000)
Produit de cession	16	11 153 000	5 484 000	50 000	5 534 000
	17	(882 810 000)	(1 067 678 000)	(686 772 000)	(1 754 450 000)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	(371 169 000)	(426 890 000)	(107 498 000)	(534 388 000)
Cession	21	266 004 000	162 625 000	48 122 000	210 747 000
	22	(105 165 000)	(264 265 000)	(59 376 000)	(323 641 000)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	729 993 000	650 104 000	275 201 000	834 104 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(328 414 000)	(304 076 000)	(200 282 000)	(504 358 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25			161 291 000	161 291 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
	26				
Autres					
-	27				
-	28				
	29	401 579 000	346 028 000	236 210 000	491 037 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	265 170 000	(226 012 000)	(29 294 000)	(255 306 000)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	220 855 000	486 025 000	84 633 000	570 658 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)					
Solde redressé	32	220 855 000	486 025 000	84 633 000	570 658 000
	33	220 855 000	486 025 000	84 633 000	570 658 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	486 025 000	260 013 000	55 339 000	315 352 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Rémunération	1	1 650 401 000	1 692 563 800	1 689 966 000	690 183 000	2 373 015 000
Charges sociales	2	719 589 000	658 252 200	677 725 000	364 852 000	1 042 577 000
Biens et services	3	752 347 000	844 810 000	776 006 000	376 635 000	1 106 624 000
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	283 883 000	308 804 900	290 483 000	39 644 000	330 127 000
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	53 590 000	42 616 900	51 062 000	74 934 000	125 996 000
D'autres tiers	7	38 892 000	42 040 200	40 173 000	1 737 000	22 994 000
Autres frais de financement	8	699 000	1 414 500	1 229 000	2 447 000	3 676 000
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	29 399 000	38 277 000	37 874 000		37 874 000
Transferts	10					
Autres	11	450 954 000	490 324 600	488 075 000		14 909 000
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	217 983 000	192 064 200	243 708 000	13 160 000	241 184 000
Amortissement des immobilisations	14	615 780 000	646 863 367	632 839 000	233 132 000	865 971 000
Autres						
- Autres	15	105 372 000	150 009 400	95 834 000	60 169 000	96 590 000
-	16					
-	17					
	18	4 918 889 000	5 108 041 067	5 024 974 000	1 856 893 000	6 261 537 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Revenus				
Taxes	1	3 229 118 000	3 241 764 000	3 156 025 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	247 844 000	252 329 000	254 545 000
Quotes-parts	3	405 112 000	404 753 000	406 084 000
Transferts	4	1 350 011 000	1 148 161 000	1 409 566 000
Services rendus	5	996 369 000	991 940 000	984 170 000
Imposition de droits	6	169 962 000	222 776 000	196 809 000
Amendes et pénalités	7	199 545 000	163 733 000	170 757 000
Revenus de placements de portefeuille	8	108 778 300	121 014 000	125 798 000
Autres revenus d'intérêts	9	11 444 700	12 691 000	14 456 000
Autres revenus	10	125 715 000	105 719 000	111 050 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 843 899 000	6 664 880 000	6 829 260 000
Charges				
Administration générale	14	847 211 000	759 778 000	799 416 000
Sécurité publique	15	1 069 197 000	1 083 256 000	1 076 228 000
Transport	16	2 199 373 000	2 223 221 000	2 210 358 000
Hygiène du milieu	17	645 315 000	653 038 000	616 001 000
Santé et bien-être	18	143 594 000	129 863 000	135 555 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	245 786 000	243 425 000	226 989 000
Loisirs et culture	20	664 140 000	686 163 000	650 299 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	508 106 000	482 793 000	484 093 000
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 322 722 000	6 261 537 000	6 198 939 000
Excédent (déficit) de l'exercice	25	521 177 000	403 343 000	630 321 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		7 213 320 000	6 570 897 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		(56 980 000)	(44 878 000)
Solde redressé	28		7 156 340 000	6 526 019 000
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		7 559 683 000	7 156 340 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8-G.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	521 177 000	403 343 000	630 321 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 271 062 000 ) (	1 850 642 000 ) (	1 797 878 000)
Produit de cession	3	3 325 000	5 534 000	11 446 000
Amortissement	4	868 551 000	865 971 000	833 716 000
(Gain) perte sur cession	5	(3 325 000)	(2 337 000)	(9 494 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 402 511 000)	(981 474 000)	(962 210 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	4 053 000	16 591 000	(17 258 000)
Variation des stocks de fournitures	9		3 001 000	(7 274 000)
Variation des autres actifs non financiers	10		101 021 000	(85 734 000)
	11	4 053 000	120 613 000	(110 266 000)
	12	(877 281 000)	(457 518 000)	(442 155 000)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(877 281 000)	(457 518 000)	(442 155 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(5 637 429 000)	(5 207 376 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(56 980 000)	(44 878 000)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 694 409 000)	(5 252 254 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(6 151 927 000)	(5 694 409 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
		Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 315 352 000	570 658 000
Débiteurs (note 5)	2 3 663 112 000	3 401 834 000
Prêts (note 6)	3 29 130 000	18 230 000
Placements de portefeuille (note 7)	4 3 474 407 000	3 150 766 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7 13 518 000	4 415 000
	8 7 495 519 000	7 145 903 000
PASSIFS		
Découvert bancaire	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10 378 127 000	216 836 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 1 755 046 000	1 601 434 000
Revenus reportés (note 12)	12 211 706 000	184 301 000
Dette à long terme (note 13)	13 10 891 752 000	10 562 006 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14 410 815 000	275 735 000
	15 13 647 446 000	12 840 312 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16 (6 151 927 000)	(5 694 409 000)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17 13 149 778 000	12 168 304 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18 62 380 000	78 971 000
Stocks de fournitures	19 76 710 000	79 711 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20 422 742 000	523 763 000
	21 13 711 610 000	12 850 749 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22 7 559 683 000	7 156 340 000

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	403 343 000	630 321 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	865 971 000	833 716 000
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(2 337 000)	(9 494 000)
-	4		
	5	1 266 977 000	1 454 543 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(261 278 000)	(475 274 000)
Autres actifs financiers	7	(10 900 000)	9 444 000
Créditeurs et charges à payer	8	62 954 000	79 901 000
Revenus reportés	9	27 405 000	24 209 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	135 080 000	253 019 000
Propriétés destinées à la revente	11	7 488 000	(20 081 000)
Stocks de fournitures	12	3 001 000	(7 274 000)
Autres actifs non financiers	13	101 021 000	(85 734 000)
	14	1 331 748 000	1 232 753 000
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 759 984 000)	(1 340 905 000)
Produit de cession	16	5 534 000	11 446 000
	17	(1 754 450 000)	(1 329 459 000)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(534 388 000)	(473 937 000)
Cession	21	210 747 000	265 017 000
	22	(323 641 000)	(208 920 000)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	834 104 000	1 058 105 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(504 358 000)	(467 306 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	161 291 000	(24 465 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	491 037 000	566 334 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(255 306 000)	260 708 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	570 658 000	309 950 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	570 658 000	309 950 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	315 352 000	570 658 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

1. Statut de l'organisme municipal

Voir la note 1 à la page S22-12-G.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable et partenariat

Voir la note 2a à la page S22-12-G.

B) Comptabilité d'exercice

Voir la note 2b à la page S22-13-G.

C) Actifs financiers

Voir les notes 2d, 2e et 2f à la page S22-13-G.

D) Passifs

Voir les notes 2g, 2h, 2s et 2t aux pages S22-14-G, S22-16-G et S22-17-G

E) Actifs non financiers

Voir les notes 2e, 2i, 2j, 2k et 2l aux pages S22-13-G à S22-15-G.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Voir les notes 2m à 2q aux pages S22-15-G et S22-16-G.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Voir la note 2r à la page S22-16-G.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Voir la note 26 aux pages S22-37-G et S22-38-G.

I) Instruments financiers

Voir la note 2v à la page S22-17-G.

J) Autres éléments

Voir les notes 2c, 2u, 2w, et 2x aux pages S22-13-G, S22-17-G et S22-18-G.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements de portefeuille	2	2 590 478 000	2 252 041 000
Note			
Voir la note 4 aux pages S22-19-G et S22-20-G.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	97 720 000	104 583 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	2 942 300 000	2 719 786 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	248 114 000	197 461 000
Organismes municipaux	7	3 106 000	20 910 000
Autres			
- Services rendus autres	8	371 872 000	359 094 000
-	9		
	10	3 663 112 000	3 401 834 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 294 939 000	2 403 400 000
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	2 294 939 000	2 403 400 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	130 748 000	151 796 000
Note			
Voir la note 5 aux pages S22-20-G et S22-21-G. (Solde 2015 redressé, voir la note 20 à la page S22-35-G).			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16	4 798 000	4 534 000
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
- Autres prêts	18	23 482 000	13 075 000
- Soldes des prix de ventes	19	850 000	621 000
	20	29 130 000	18 230 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
Voir la note 6 à la page S22-22-G.			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	2 590 478 000	2 252 041 000
Autres placements	23	883 929 000	898 725 000
	24	3 474 407 000	3 150 766 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			
Voir la note 4 aux pages S22-19-G et S22-20-G.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (42 247 000)	77 926 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (368 568 000)	(353 661 000)
	28 <u>(410 815 000)</u>	<u>(275 735 000)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 620 103 000	726 604 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 29 552 000	22 308 000
Régimes à cotisations déterminées	31 1 061 000	946 000
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 2 457 000	2 435 000
	34 <u>653 173 000</u>	<u>752 293 000</u>
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
Voir la note 8 aux pages S22-23-G à S22-28-G.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35 13 518 000	4 415 000
Autres	36	
	37 <u>13 518 000</u>	<u>4 415 000</u>
Note		
10. Emprunts temporaires		
Voir la note 10 à la page S22-28-G.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	38 569 102 000	433 717 000
Salaires et avantages sociaux	39 549 718 000	604 305 000
Dépôts et retenues de garantie	40 196 766 000	162 383 000
Provision pour contestations d'évaluation	41 40 942 000	35 349 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42 65 758 000	38 189 000
Frais d'assainissement des sites contaminés	43 85 706 000	83 883 000
Autres		
- Int.courus sur dette à LT	44 82 251 000	78 502 000
- Autres provisions	45 94 356 000	80 853 000
- Gouv. du QC et entreprises	46 21 770 000	29 867 000
- Gouv. du Canada et entreprises	47 8 214 000	5 855 000
- Autres	48 40 463 000	48 531 000
	49 <u>1 755 046 000</u>	<u>1 601 434 000</u>
Note		
Voir la note 11 à la page S22-29-G.		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	50 16 021 000	15 595 000
Transferts	51 51 176 000	28 639 000
Fonds parcs et terrains de jeux	52 28 720 000	20 557 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54	
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
- Primes à l'émission de titres	56 77 804 000	79 861 000
- Titres de transport	57 23 354 000	22 456 000
- Autres	58 14 631 000	17 193 000
-	59	
	60 <u>211 706 000</u>	<u>184 301 000</u>
Note		
Voir la note 12 à la page S22-30-G.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,00	11,00	2017	2045	61	10 769 407 000	10 427 335 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		370 000
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		370 000
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	7,15	7,15	2017	2017	67	158 000	381 000
Autres	1,73	11,00	2017	2027	68	122 187 000	133 920 000
					69	10 891 752 000	10 562 006 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	()	()
					71	10 891 752 000	10 562 006 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2017	72 677 052 000	80 329 876 000	88 162 000	97 62 260 000	105 1 069 350 000	
2018	73 650 000 000	81 349 602 000		98 8 529 000	106 1 008 131 000	
2019	74 901 900 000	82 285 857 000		99 6 992 000	107 1 194 749 000	
2020	75 174 000 000	83 278 099 000		100 34 477 000	108 486 576 000	
2021	76 573 600 000	84 288 243 000		101 2 471 000	109 864 314 000	
2022 et +	77 4 864 357 000	85 1 396 821 000		102 7 458 000	110 6 268 636 000	
	78 7 840 909 000	86 2 928 498 000	94 162 000	103 122 187 000	111 10 891 756 000	
Intérêts et frais accessoires			95	(4 000)	112	(4 000)
	79 7 840 909 000	87 2 928 498 000	96 158 000	104 122 187 000	113 10 891 752 000	

Note

Voir la note 13 aux pages S22-30-G à S22-32-G.

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114 (6 151 927 000)	(5 694 409 000)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115 ()	()
Autres	116 ()	()
	117 (6 151 927 000)	(5 694 409 000)

Note

Solde 2015 redressé, voir la note 20 à la page S22-35-5.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	2 002 162 000	146	243 018 000	173	230 554 000	200	2 014 626 000
Eaux usées	119	2 991 802 000	147	126 721 000	174	15 017 000	201	3 103 506 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	3 527 174 000	148	320 266 000	175	154 224 000	202	3 693 216 000
Autres	121	5 147 492 000	149	280 204 000	176	93 558 000	203	5 334 138 000
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	3 314 244 000	151	243 250 000	178	4 683 000	205	3 552 811 000
Améliorations locatives	124	68 893 000	152	4 865 000	179	6 044 000	206	67 714 000
Véhicules	125	2 033 410 000	153	473 228 000	180	41 260 000	207	2 465 378 000
Ameublement et équipement de bureau	126	477 926 000	154	81 817 000	181	38 181 000	208	521 562 000
Machinerie, outillage et équipement divers	127	330 388 000	155	40 331 000	182	10 849 000	209	359 870 000
Terrains	128	1 204 724 000	156	36 942 000	183	357 000	210	1 241 309 000
Autres	129	7 849 000	157		184	1 074 000	211	6 775 000
	130	<u>21 106 064 000</u>	158	<u>1 850 642 000</u>	185	<u>595 801 000</u>	212	<u>22 360 905 000</u>
Immobilisations en cours	131		159		186		213	
	132	<u>21 106 064 000</u>	160	<u>1 850 642 000</u>	187	<u>595 801 000</u>	214	<u>22 360 905 000</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	777 733 000	161	67 234 000	188	230 554 000	215	614 413 000
Eaux usées	134	1 678 222 000	162	107 663 000	189	15 017 000	216	1 770 868 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	1 599 213 000	163	175 235 000	190	154 224 000	217	1 620 224 000
Autres	136	1 749 947 000	164	184 577 000	191	93 481 000	218	1 841 043 000
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	1 487 738 000	166	101 953 000	193	2 528 000	220	1 587 163 000
Améliorations locatives	139	37 326 000	167	6 857 000	194	6 044 000	221	38 139 000
Véhicules	140	1 226 666 000	168	114 563 000	195	41 239 000	222	1 299 990 000
Ameublement et équipement de bureau	141	216 505 000	169	74 979 000	196	38 165 000	223	253 319 000
Machinerie, outillage et équipement divers	142	161 349 000	170	32 756 000	197	10 849 000	224	183 256 000
Autres	143	3 061 000	171	154 000	198	503 000	225	2 712 000
	144	<u>8 937 760 000</u>	172	<u>865 971 000</u>	199	<u>592 604 000</u>	226	<u>9 211 127 000</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>12 168 304 000</u>					227	<u>13 149 778 000</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228	5 830 000	231		233	5 830 000	235	
Amortissement cumulé	229	(4 690 000)	232	()	234	(4 690 000)	236	()
Valeur comptable nette	230	<u>1 140 000</u>					237	<u> </u>

Note

Voir la note 15 à la page S22-33-G.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	75 898 000	83 386 000
	241	75 898 000	83 386 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	13 518 000	4 415 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	62 380 000	78 971 000

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Dépôts achat métro et bus	244	316 065 000	440 001 000
- Dépôts achat d'autres actifs	245	53 200 000	28 300 000
- Frais d'émission	246	43 538 000	45 926 000
Autres			
- Autres	247	9 939 000	9 536 000
-	248		
	249	422 742 000	523 763 000

Note

Voir la note 17 à la page S22-33-G.

18. Obligations contractuelles

Voir la note 18 et 19a à la page S22-34-G.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

Voir les notes 18 et 19b à la page S22-34-G.

b) Auto-assurance

Voir les notes 18 et 19c à la page S22-34-G.

c) Poursuites

Voir les notes 18 et 19c à la page S22-34-G.

d) Autres

Voir les notes 18 et 19d et 18 et 19e aux pages S22-34-G et S22-35-G.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir la note 20 à la page S22-35-G.

21. Données budgétaires

Voir la note 21 à la page S22-35-G.

22. Instruments financiers

Voir la note 22 à la page S22-36-G.

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250 315 352 000	570 658 000
Découvert bancaire	251 ()	()
<i>Ajouter</i>		
-	252	
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256 ()	()
-	257 ()	()
-	258 ()	()
-	259 ()	()
-	260 ()	()
-	261 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	262 315 352 000	570 658 000
 Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263 101 829 000	240 064 000

Note

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements temporaires de 90 jours et moins à compter de la date d'acquisition.

Dans l'état des flux de trésorerie, aux pages S12-G et S21-G, le coût des immobilisations impayées, établi à 372,9 M\$ (282,2 M\$ en 2015), est retranché des acquisitions puisqu'il n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<u>293</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<u>296</u>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<u>299</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()
	<u>306</u>		
	<u>307</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<u>311</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<u>314</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<u>317</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

1- STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1^{er} janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1^{er} janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 87 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la *Charte de la Ville de Montréal*. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 26 et 29.

Dans les informations sectorielles et les notes complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal, le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, le Conseil interculturel de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal, le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**b) Méthode de comptabilité**

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

d) Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

e) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

f) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**g) Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

h) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition de terrains destinés à cette fin ou lors de la réalisation des travaux d'aménagement qui y sont reliés.

i) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

j) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro	20 à 100 ans
Voitures de métro	40 à 60 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 60 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 \$. Les autres terrains sont comptabilisés au coût. Dans le cas où le coût n'a pu être déterminé, il a fait l'objet d'estimations.

k) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**l) Autres actifs non financiers**

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

m) Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont facturés. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

n) Revenus de quotes-parts

Les charges constatées par la Ville dans l'exercice des compétences d'agglomération sont facturées aux municipalités liées de l'agglomération. Les revenus découlant de cette facturation sont inscrits à titre de quotes-parts à l'état consolidé des résultats.

o) Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Certains aspects de la norme SP 3410 *Paiements de transfert*, notamment les questions reliées à la notion d'autorisation des transferts, font actuellement l'objet d'interprétations diverses au sein de la profession comptable, plus particulièrement dans le cas des transferts pluriannuels versés par le gouvernement du Québec. Ces interprétations ont mené les auditeurs indépendants à émettre, depuis l'exercice 2013, des opinions divergentes sur les états financiers consolidés de la Ville.

Face à ces divergences d'interprétation à la Ville et au sein d'autres entités appliquant la norme comptable SP 3410 *Paiements de transfert*, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a diffusé, en novembre 2014, un appel à informations afin de réunir les éléments probants au sujet de l'expérience des parties prenantes à l'égard de l'adoption et de l'application de la norme. Au cours de l'exercice, le CCSP a examiné la mise en œuvre de cette norme et a conclu que le chapitre SP 3410, tel qu'actuellement rédigé, remplit les objectifs d'intérêt public ayant initialement motivé sa publication et qu'il accroît l'uniformité de la comptabilisation des paiements de transfert. En conséquence, la norme sur les paiements de transfert demeurera telle quelle.

Considérant ces éléments, la Ville maintient donc son interprétation de la notion d'autorisation et sa méthode de comptabilisation des revenus de transfert.

p) Services rendus

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus et qu'ils donnent lieu à une créance. Les revenus tirés du transport des clients constituent une partie importante des services rendus comptabilisés. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats au moment où les titres de transport sont utilisés par la clientèle. Pour ce qui est des titres hebdomadaires ou mensuels, les revenus sont constatés dans la période où ces titres sont valides.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**q) Revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités, d'intérêts et autres revenus**

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

r) Charges et passif au titre des avantages sociaux futurs**- Régimes à prestations déterminées**

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas cinq ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2016, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie selon la méthode de la comptabilisation d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

- Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

s) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****t) Passif environnemental**

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés présentés, le cas échéant, au net des revenus de transferts.

u) Conversion de devises

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est imputé immédiatement à l'état consolidé des résultats s'il s'agit d'éléments monétaires.

Les remboursements d'emprunts relatifs à des emprunts libellés en devises qui ne font pas l'objet d'une couverture contre les risques de change sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Pour ces emprunts, les gains ou les pertes résultant de l'écart entre le taux de conversion original et le taux de conversion à la date du remboursement sont imputés à l'état consolidé des résultats.

v) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**w) Compétences d'agglomération**

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), la Ville exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

x) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;
- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;
- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;
- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des déchets et à la protection de l'environnement;
- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes;
- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;
- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;
- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

3- MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES

(S.O.)

4- ENCAISSE ET PLACEMENTS
(en milliers de dollars)

	2016			2015
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Encaisse et placements temporaires				
Encaisse		217 870	217 870	223 255
Placements temporaires		97 482	97 482	347 403
		315 352	315 352	570 658
Placements				
Dépôts à terme et autres titres	137 869	634 015	771 884	693 922
Obligations et débentures	2 452 609	249 914	2 702 523	2 456 844
	2 590 478	883 929	3 474 407	3 150 766

Les placements temporaires, d'une durée de 90 jours et moins à compter de la date d'acquisition, sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôts. Ils portent intérêt à des taux variant de 0,50 % à 0,83 % (de 0,50 % à 1,75 % en 2015).

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des placements s'établit à 3 554,3 M\$ (3 270,9 M\$ en 2015).

Au 31 décembre 2015, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffrent respectivement à 2 252,0 M\$ et à 898,7 M\$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps, des CLSC et des hôpitaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures de la Ville qui s'élèvent à 512,1 M\$ (513,7 M\$ en 2015).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

4- ENCAISSE ET PLACEMENTS (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débitures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2016				
2017	555 832	419 795	975 627	2,09 %
2018	181 958	152 565	334 523	2,18 %
2019	15 877	326 276	342 153	3,69 %
2020	3 579	404 468	408 047	3,89 %
2021	14 638	218 260	232 898	3,67 %
1 à 5 ans	771 884	1 521 364	2 293 248	2,83 %
6 à 10 ans		810 443	810 443	3,45 %
11 à 15 ans		151 864	151 864	3,53 %
16 à 20 ans		192 732	192 732	3,77 %
Plus de 20 ans		26 120	26 120	4,14 %
	771 884	2 702 523	3 474 407	
31 décembre 2015				
2016	693 922	203 941	897 863	1,61 %
2017		424 458	424 458	3,54 %
2018		161 354	161 354	3,58 %
2019		322 740	322 740	3,79 %
2020		426 008	426 008	3,93 %
1 à 5 ans	693 922	1 538 501	2 232 423	2,88 %
6 à 10 ans		652 542	652 542	3,71 %
11 à 15 ans		31 684	31 684	4,52 %
16 à 20 ans		209 776	209 776	3,87 %
Plus de 20 ans		24 341	24 341	4,10 %
	693 922	2 456 844	3 150 766	

5- DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2016	2015 Redressé, note 20
Taxes	97 720	104 583
Gouvernement du Canada et ses entreprises	248 114	197 461
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 942 300	2 719 786
Organismes municipaux	3 106	20 910
Services rendus et autres	371 872	359 094
	3 663 112	3 401 834

Une provision pour créances douteuses de 130,7 M\$ (151,7 M\$ en 2015) a été déduite des débiteurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

5- DÉBITEURS (suite)
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 294 939	2 403 400

La juste valeur des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme s'établit à 2 447,4 M\$ (2 629,9 M\$ en 2015).

Les encaissements des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2016, s'établissent comme suit :

	Taux d'intérêt		
	Encaissements	nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2016			
2017	292 916	4,14 %	27 477
2018	261 256	4,08 %	43 089
2019	252 348	4,02 %	16 646
2020	217 247	3,79 %	6 304
2021	176 427	3,74 %	23 622
1 à 5 ans	1 200 194	3,98 %	117 138
6 à 10 ans	488 370	3,67 %	120 355
11 à 15 ans	154 049	3,20 %	91 568
16 à 20 ans	102 700	2,84 %	16 433
	1 945 313	3,78 %	345 494
31 décembre 2015			
2016	280 088	4,25 %	13 715
2017	271 748	4,29 %	32 530
2018	241 926	4,25 %	48 143
2019	233 377	4,18 %	21 699
2020	198 753	3,97 %	11 358
1 à 5 ans	1 225 892	4,20 %	127 445
6 à 10 ans	528 649	4,00 %	139 386
11 à 15 ans	120 795	3,58 %	107 995
16 à 20 ans	85 784	3,27 %	31 958
	1 961 120	4,07 %	406 784

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****6- PRÊTS
(en milliers de dollars)**

	2016	2015
Prêts aux PME MTL	23 482	
Prêts à un office municipal	4 798	4 534
Soldes de prix de vente et autres prêts	850	621
Prêts aux entrepreneurs		13 075
	29 130	18 230

Les prêts aux PME MTL résultent notamment du transfert des prêts consentis aux entrepreneurs. Ces prêts, échéant en 2021, ne portent pas intérêt. Un montant de 4,2 M\$ a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,8 M\$ a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée (3,1 M\$ en 2015).

7- PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Voir la note 4 aux pages S22-19-G et S22-20-G.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Régimes de retraite à prestations déterminées	143 720	14 175
Autres régimes	267 095	261 560
Passif au titre des avantages sociaux futurs	410 815	275 735

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 649,7 M\$ (748,9 M\$ en 2015). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 1,1 M\$ (0,9 M\$ en 2015) et à 2,5 M\$ (2,4 M\$ en 2015).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles ont été réalisées au cours de la période s'échelonnant du 31 décembre 2013 au 31 décembre 2015.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	17 922 156		16 623 283	
Obligation au titre des prestations constituées	(18 254 929)	(273 305)	(17 716 201)	(265 321)
Déficit de capitalisation	(332 773)	(273 305)	(1 092 918)	(265 321)
Pertes actuarielles non amorties	548 999	6 210	1 241 985	3 761
Actif (passif) au titre des prestations constituées	216 226	(267 095)	149 067	(261 560)
Provision pour moins-value	(359 946)		(163 242)	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(143 720)	(267 095)	(14 175)	(261 560)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(9 024 981)	(273 305)	(8 919 850)	(265 321)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	8 234 467		7 660 917	
Déficit de capitalisation	(790 514)	(273 305)	(1 258 933)	(265 321)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	16 623 283		15 295 520	
Rendement prévu des actifs des régimes	1 007 988		919 224	
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	600 575		707 694	
Rendement réel des actifs des régimes	1 608 563		1 626 918	
Cotisations de l'employeur	504 551	10 024	484 371	11 522
Cotisations des employés	176 092		144 302	
Prestations versées	(990 333)	(10 024)	(927 828)	(11 522)
Solde à la fin de l'exercice	17 922 156		16 623 283	
Juste valeur des actifs des régimes (1)	18 270 472		17 325 812	

¹ La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M\$ (303,7M\$ en 2015).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)**

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2016		2015	
	Régimes de retraite (1)	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	17 716 201	265 321	16 861 265	276 486
Coût des services rendus au cours de l'exercice	422 145	8 554	411 054	10 471
Coût des services passés	(220 699)	(3 277)	10 850	(10 404)
Prestations versées	(990 333)	(10 024)	(927 828)	(11 522)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 021 245	10 438	1 006 187	11 062
(Gains) pertes survenus dans l'exercice sur l'obligation	306 370	2 293	354 673	(10 772)
Solde à la fin de l'exercice	18 254 929	273 305	17 716 201	265 321

¹ Au 31 décembre 2016, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 1 316,1 M\$ (1 174,8 M\$ au 31 décembre 2015) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	422 145	8 554	411 054	10 471
Coût des services passés	(220 699)	(3 277)	10 850	(10 404)
Cotisations des employés	(176 092)		(144 302)	
Pertes (gains) actuariels non amortis constatés				
lors de modifications de régimes	211 588	(248)	(9 078)	(1 142)
Amortissement des pertes actuarielles	187 193	92	221 021	1 283
Charge au titre des avantages de retraite	424 135	5 121	489 545	208
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 021 245	10 438	1 006 187	11 062
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 007 988)		(919 224)	
Charge d'intérêt	13 257	10 438	86 963	11 062
Variation de la provision pour moins-value	196 704		161 134	
Charge totale	634 096	15 559	737 642	11 270

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)**

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,90% à 6,50%	4,00%	6,00% à 6,50%	4,00%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,90% à 6,50%		6,00% à 6,50%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,25%	2,25%	2,00% à 2,25%	2,25%
Taux de croissance des salaires	2,50% à 2,75%	2,60%	2,50% à 2,75%	2,50%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		5,00% à 8,50%		5,00% à 8,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,50%		3,00% à 5,50%
Années où le taux devrait se stabiliser		2025 et 2027		2024 et 2025

Tables de mortalité

Pour les principaux régimes de retraite de la Ville, à l'exception de celui des policiers, la table utilisée est celle publiée en 2014 par l'Institut canadien des actuaires (ICA) à laquelle la Ville a choisi d'apporter certains ajustements basés sur les résultats d'une étude portant sur le secteur municipal. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B publiée par l'ICA en 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)**

h) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15). Cette loi prévoit que les régimes de retraite du secteur municipal doivent être restructurés. Elle prévoit également les modifications à apporter aux régimes relativement au service accumulé avant le 1^{er} janvier 2014 et au service accumulé à compter de cette date.

Certaines modifications prévues par la loi s'appliquaient à compter du 1^{er} janvier 2014, d'autres, à la conclusion d'ententes entre les parties, à la suite de décisions rendues par un arbitre ou à la fin de chacune des conventions collectives alors en vigueur.

Depuis la sanction de la loi, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des syndicats d'employés en contestation à cette loi. Puisque le résultat de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2016.

Les incidences financières de la loi sur les composantes de la charge des régimes de retraite à prestations déterminées découlant des modifications appliquées au cours de l'exercice sont montrées dans le tableau qui suit :

	2016
	Augmentation (Réduction)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(151)
Coût des services passés (1)	(186 217)
Cotisations additionnelles des employés	(16 214)
Pertes actuarielles non amorties constatées lors de modifications de régimes (1)	173 022
Amortissement des pertes actuarielles	(655)
Charge au titre des avantages de retraite	(30 215)
Charge d'intérêt	(249)
Réduction de la charge	(30 464)

¹ Au cours de l'exercice, tel que permis par la loi, la Ville a choisi de suspendre, à compter du 1^{er} janvier 2017, l'indexation automatique de la rente des retraités pour ses principaux régimes de retraite. Cette modification a entraîné une réduction du coût des services passés de 179,2 M\$ compensée par des pertes actuarielles non amorties de 166,0 M\$, pour un impact net de 13,2 M\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)**

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2016	2015
Régimes à cotisations déterminées	1 061	946
Régimes de retraite des élus municipaux	2 457	2 435

9- AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Voir la note 9 à la page S22-5-G.

10- EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Ville dispose de leviers pour ses besoins de liquidités à court terme qui totalisent 1 777,2 M\$ au 31 décembre 2016 (1 786,5 M\$ en 2015).

De ce montant, une somme de 1 481,7 M\$ (500,0 M\$ en vertu d'une limite relative à la STM et 981,7 M\$ en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* qui autorise, à ce titre, jusqu'à 20 % des crédits budgétaires) peut être empruntée, en tout ou en partie, au moyen de billets, acceptations bancaires ou autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme. Au 31 décembre 2016, la valeur nominale des émissions en papier commercial totalise 367,1 M\$ (204,8 M\$ en 2015) et le taux moyen sur ces emprunts temporaires est de 0,84 % (0,83 % en 2015).

La Ville dispose également de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires totalisant 295,5 M\$. Au 31 décembre 2016, les marges de crédit utilisées se chiffrent à 11,0 M\$ (12,0 M\$ en 2015) et portent intérêt à un taux moyen de 1,08 % (0,88 % en 2015).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

11- CRÉDITEURS, PROVISIONS ET CHARGES À PAYER
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Fournisseurs	569 102	433 717
Salaires, déductions à la source et avantages sociaux	549 718	604 305
Intérêts courus sur la dette à long terme	82 251	78 502
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides (1)	65 758	38 189
Passif environnemental (2)	85 706	83 883
Contestations d'évaluation	40 942	35 349
Autres	94 356	80 853
Dépôts et retenues de garantie	196 766	162 383
Gouvernement du Québec et ses entreprises	21 770	29 867
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8 214	5 855
Autres	40 463	48 531
	1 755 046	1 601 434

¹ La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Au cours de l'exercice, à la suite de l'obtention de nouvelles informations, la Ville a réévalué la période requise d'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062 (2028 en 2015). Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent à 118,2 M\$ (51,3 M\$ en 2015) et le taux d'actualisation utilisé est de 4 % (5,7 % en 2015).

² La Ville comptabilise également un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement a pu être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2016, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 68,4 M\$ (66,7 M\$ en 2015), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2042, se chiffrent à 89,1 M\$ (99,7 M\$ en 2015) et le taux d'actualisation utilisé est de 4 % (4 % en 2015). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux n'a pu être établie est de 17,3 M\$ (17,2 M\$ en 2015). Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils étaient confirmés et satisfaisaient à tous les critères de comptabilisation, pourraient conduire à une réduction du passif dans le futur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

12- REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Primes à l'émission de titres	77 804	79 861
Transferts	51 176	28 639
Titres de transport	23 354	22 456
Acquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	28 720	20 557
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	16 021	15 595
Autres	14 631	17 193
	211 706	184 301

13- DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Obligations et billets		
Dollars canadiens (1)	10 769 407	10 427 335
Monnaies étrangères		370
Autres dettes à long terme		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	158	381
Emprunts à terme et hypothèques immobilières (2)	103 161	112 575
Autres	19 026	21 345
	10 891 752	10 562 006

¹ Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M\$ (1 294,9 M\$ en 2015).

² Les hypothèques immobilières, au montant de 19,0 M\$ (22,9 M\$ en 2015), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 34,9 M\$ (34,2 M\$ en 2015).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

13- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2016	2015
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	3 505 605	3 495 154
De l'agglomération	2 185 247	2 073 347
Sommes accumulées au fonds d'amortissement	2 590 478	2 252 041
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 294 939	2 403 400
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	315 483	338 064
	10 891 752	10 562 006

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 242,2 M\$ (244,1 M\$ en 2015). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2016, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture (au 31 décembre 2015, les emprunts ne faisant pas l'objet d'une couverture s'élevaient à 0,3 M\$ et le gain sur change relatif à ceux-ci se chiffre à 0,5 M\$).

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

Années d'échéance	2016			2015		
	Dollars canadiens (1) échéance	À refinancer	Échéance nette	Dollars canadiens (1) échéance	À refinancer	Échéance nette
2016				594 744	134 354	460 390
2017	1 069 346	163 902	905 444	1 059 409	163 909	895 500
2018	1 008 131	307 213	700 918	983 560	307 204	676 356
2019	1 194 750	242 732	952 018	1 170 311	242 773	927 538
2020	486 576	57 575	429 001	463 764	88 145	375 619
2021	864 313	297 167	567 146			
1 à 5 ans	4 623 116	1 068 589	3 554 527	4 271 788	936 385	3 335 403
6 à 10 ans	3 807 684	872 422	2 935 262	3 430 882	835 699	2 595 183
11 à 15 ans	299 439		299 439	714 562	8 172	706 390
16 à 20 ans	1 107 783	93 321	1 014 462	1 090 674	88 322	1 002 352
2043	934 556		934 556	934 556		934 556
2045	119 174		119 174	119 174		119 174
À perpétuité				370		370
TOTAL	10 891 752	2 034 332	8 857 420	10 562 006	1 868 578	8 693 428

¹ Incluant les emprunts contractés en devises faisant l'objet d'une couverture.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

13- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

Années d'échéance	2016	2015
	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	4,36 %	4,39 %
6 à 10 ans	3,73 %	4,10 %
11 à 15 ans	3,95 %	4,55 %
16 à 20 ans	4,16 %	4,15 %
2043	6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %	6,00 %
À perpétuité		3,00 %
Moyenne pondérée	4,27 %	4,44 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 12 069,7 M\$ (11 935,3 M\$ en 2015). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 36,4 M\$ (31,9 M\$ en 2015).

14- ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

Voir la note 14 à la page S22-6-G.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15- IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au 31-12-2015	Augmentation	Diminution	Solde au 31-12-2016
COÛT				
Infrastructures	11 085 134	851 237	483 603	11 452 768
Réseau du métro	2 583 496	118 972	9 750	2 692 718
Voitures de métro	607 779	380 912	18 874	969 817
Bâtiments	3 314 244	243 250	4 683	3 552 811
Améliorations locatives	68 893	4 865	6 044	67 714
Véhicules	1 425 631	92 316	22 386	1 495 561
Ameublement et équipement de bureau	477 926	81 817	38 181	521 562
Machinerie, outillage et équipement	330 388	40 331	10 849	359 870
Terrains	1 204 724	36 942	357	1 241 309
Autres	7 849		1 074	6 775
	21 106 064	1 850 642	595 801	22 360 905
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	5 146 153	449 095	483 603	5 111 645
Réseau du métro	658 962	85 614	9 673	734 903
Voitures de métro	469 816	5 523	18 874	456 465
Bâtiments	1 487 738	101 953	2 528	1 587 163
Améliorations locatives	37 326	6 857	6 044	38 139
Véhicules	756 850	109 040	22 365	843 525
Ameublement et équipement de bureau	216 505	74 979	38 165	253 319
Machinerie, outillage et équipement	161 349	32 756	10 849	183 256
Autres	3 061	154	503	2 712
	8 937 760	865 971	592 604	9 211 127
VALEUR COMPTABLE NETTE	12 168 304			13 149 778

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 711,4 M\$ au 31 décembre 2016 (618,5 M\$ en 2015).

16- PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Voir la note 16 à la page S22-8-G.

17- AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	316 065	440 001
Dépôts pour l'achat d'autres actifs	53 200	28 300
Frais d'émission de titres	43 538	45 926
Autres	9 939	9 536
	422 742	523 763

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

18 et 19- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 1 105,9 M\$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

<u>2017</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>2021</u>	<u>2022-2050</u>	<u>Total</u>
314,5 M\$	255,0 M\$	182,0 M\$	130,0 M\$	59,0 M\$	165,4 M\$	1 105,9 M\$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 2 646,3 M\$, dont 1 046,7 M\$ pour l'achat de voitures de métro.

b) Grand prix de formule 1 du Canada

Dans le cadre d'une entente de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, la Ville s'est engagée à verser une contribution annuelle de 17,4 M\$ jusqu'en 2024 inclusivement. Cette contribution sera majorée de 2 % l'an. À cet égard, la contribution annuelle à recevoir par la Ville de ses partenaires est de 16,3 M\$. Cette contribution à recevoir sera également majorée de 2 % l'an.

De plus, en vertu d'une convention de bail concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve, la Ville s'est engagée à réaliser des travaux d'amélioration du circuit d'un montant maximal de 48,0 M\$ en 2019.

c) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 499,1 M\$. Les avocats de la Ville considèrent que le règlement de ces réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Par contre, en vertu de sa charte, elle doit prévoir à son budget établi à des fins fiscales une somme d'au moins 1 % de ses charges afin de couvrir les charges non prévues au budget, le règlement des réclamations et le paiement des condamnations judiciaires.

d) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

18 et 19- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)**e) Organisation et gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal**

La *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (L.Q.2016, chapitre 8) a été adoptée le 19 mai 2016 et entrera en vigueur le 1^{er} juin 2017. Elle prévoit un nouveau partage des compétences pour favoriser la mobilité des personnes, notamment par l'abolition de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) qui sera remplacée par deux organismes, soit l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) qui sera dédiée à la planification, au développement, à la tarification et au financement des services de transport collectif dans la grande région de Montréal et le Réseau de transport métropolitain (RTM) qui aura pour mandat d'exploiter certains services de transport collectif dont la desserte par trains de banlieue.

Aux fins de l'application de la loi, les organismes publics de transport, dont fait partie la STM, devront conclure des ententes avec l'ARTM.

L'ARTM désignera parmi les équipements et infrastructures qui appartiennent aux organismes de transport ceux qui ont un caractère métropolitain. Elle acquerra ces actifs selon les modalités prévues dans la loi.

Compte tenu du degré d'avancement des travaux relatifs à l'implantation des deux nouveaux organismes, la Ville n'est pas en mesure d'évaluer les impacts de l'adoption de la loi sur sa situation financière.

20- REDRESSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Au cours de l'exercice, la STM a revu la répartition du rendement généré par les placements du fonds d'amortissement attribuable aux sommes reçues du gouvernement du Québec à titre de revenus de transferts liés aux immobilisations. Une portion additionnelle du rendement de ces placements devait être portée en diminution des sommes à recevoir du gouvernement. L'état consolidé de la situation financière établi au 31 décembre 2015 a été redressé afin d'y refléter une diminution des débiteurs du gouvernement du Québec reliés aux activités d'immobilisations d'un montant de 57 M\$, une augmentation de la dette nette et une réduction de l'excédent accumulé d'un montant équivalent. L'excédent accumulé, établi au 1^{er} janvier 2015, a été réduit de 44,9 M\$. Les états consolidés des résultats et de la variation de la dette nette de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 ont été redressés afin d'y présenter la diminution des revenus de transferts de 12,1 M\$.

21- DONNÉES BUDGÉTAIRES 2016

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées, ajustées conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, après éliminations des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget 2016 non consolidé, adopté en décembre 2015 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération, est également présentée dans les annexes et tableaux établis à des fins fiscales.

Certaines données budgétaires ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle des réalisations de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

22- INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux variations des taux de change et des taux d'intérêt auquel l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction et de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2016, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2016		2015	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements	3 554 343	3 474 407	3 270 901	3 150 766
Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme	2 447 415	2 294 939	2 629 893	2 403 400
Dette à long terme	12 069 709	10 891 752	11 935 309	10 562 006

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2016, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 36,4 M\$ (31,9 M\$ en 2015). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

23- TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE

Voir la note 23 à la page S22-9-G.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24- FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT

(S.O.)

25- FONDS DE SOLIDARITÉ

(S.O.)

**26- EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)**

	2016	2015 Redressé, note 20
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	196 384	203 361
Excédent des activités de fonctionnement affecté	404 068	335 333
Réserves financières et fonds réservés	189 529	247 973
Déficit des activités d'immobilisations	(223 046)	(55 906)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 219 191)	(948 821)
Investissement net dans les immobilisations	8 211 939	7 374 400
	7 559 683	7 156 340

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales. Outre la ventilation de l'excédent accumulé dans différents postes définis aux paragraphes qui suivent, ces informations financières sont montrées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21 de la section présentant les états financiers consolidés ainsi que dans les sections portant sur les compétences d'agglomération non consolidées et les compétences de nature locale non consolidées.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par la *Charte de la Ville de Montréal* ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Certaines sommes perçues par la Ville doivent être comptabilisées dans des comptes spéciaux de l'excédent accumulé et être utilisées à des fins spécifiques, notamment pour l'aménagement et l'entretien d'unités de stationnement, pour la fourniture des services de l'eau et de la voirie ainsi que pour l'acquisition d'immobilisations.

Déficit des activités d'immobilisations

Le déficit des activités d'immobilisations correspond au déficit du financement sur les coûts d'immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****26- EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)****Charges constatées à taxer ou à pourvoir**

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1^{er} janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce montant sera viré par affectation à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté sur des périodes estimatives s'échelonnant jusqu'en 2045. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures transitoires liées à des modifications de méthodes comptables survenues en l'an 2000 (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2020);
- l'application des mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025);
- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2022);
- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (amortissement à compter de 2017, sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);
- l'application des mesures d'allègements liées au changement de méthode de traitement du remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) permise pendant la période allant de 2014 à 2017 (amortissement sur une période maximale de 10 ans);
- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement accumulés pour le remboursement de cette dette et des débiteurs à recouvrer de tiers pour ledit remboursement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**27- REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)**

	2016	2015 Redressé, Note 20
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 238	5 124
Gouvernement du Québec	438 019	432 706
Communauté métropolitaine de Montréal	38 201	38 745
	481 458	476 575
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	34 683	13 353
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)	91 681	77 637
Gouvernement du Québec		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	34 683	13 353
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	355 417	738 682
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)	117 099	59 350
Autres	33 140	30 616
	666 703	932 991
	1 148 161	1 409 566

**28- REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)**

	2016	2015
Fonds d'amortissement	80 035	80 797
Encaisse et autres intérêts	40 979	45 001
	121 014	125 798
Arriérés de taxes	12 691	14 456
	133 705	140 254

29- REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et les charges de fonctionnement pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

30- CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	196 384 000	203 361 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	404 068 000	335 333 000
Réserves financières et fonds réservés	3	189 529 000	247 973 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 219 191 000)	(948 821 000)
Financement des investissements en cours	5	(223 046 000)	(55 906 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	8 211 939 000	7 374 400 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[REDACTED]	[REDACTED]
	8	7 559 683 000	7 156 340 000
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	201 435 000	209 776 000
Organismes contrôlés ¹	10	(5 051 000)	(6 415 000)
	11	196 384 000	203 361 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		
- Affect. à l'exercice suivant	13	48 168 000	39 100 000
- Exc. affect.-Arrondissements	14	190 490 000	156 944 000
- Exc. affect.-Proj. spécifiques	15	40 506 000	20 228 000
- Exc. affect. -Autres fins	16	52 023 000	45 937 000
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	331 187 000	262 209 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
- Exc. affect.-Autres fins	23	72 881 000	73 124 000
-	24		
	25	72 881 000	73 124 000
	26	404 068 000	335 333 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	27	47 384 000	50 645 000
- Gestion de l'eau	28	115 528 000	170 058 000
- Immobilisations	29		142 000
-	30		
-	31		
	32	162 912 000	220 845 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	10 347 000	10 904 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	2 535 000	1 829 000
Organismes contrôlés	35	6 057 000	6 057 000
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-Unités de stationnement	40	5 310 000	5 329 000
-Autres	41	2 368 000	3 009 000
	42	26 617 000	27 128 000
	43	189 529 000	247 973 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (50 712 000)	(68 328 000)
Régimes non capitalisés	45 (199 140 000)	(199 140 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (59 300 000)	()
Autres	47 ((218 414 000))	((417 919 000))
Régimes non capitalisés	48 ()	()
	49 (90 738 000)	((150 451 000))
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (40 000 000)	(40 000 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 ()	()
Autres		
-	53 ()	()
-	54 ()	()
	55 (130 738 000)	((110 451 000))
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ()	(4 256 000)
Intérêts sur la dette à long terme	57 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 (22 500 000)	()
Utilisation du fonds de roulement	59 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 ()	()
Autres		
-	61 ()	()
-	62 ()	()
	63 (22 500 000)	(4 256 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 ((7 889 000))	((6 904 000))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ()	()
Autres		
- Activité de fonc. financées	67 (1 333 874 000)	(1 336 140 000)
- Activité de fonct. à financer	68 (50 941 000)	(12 391 000)
	69 (1 376 926 000)	(1 341 627 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71 175 696 000	139 315 000
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
- Débiteurs sur les dép. de fonc	73 135 277 000	147 296 000
	74 310 973 000	286 611 000
	75 (1 219 191 000)	(948 821 000)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 711 861 000	620 175 000
Investissements à financer	77 (934 907 000 ) (	676 081 000)
	78 (223 046 000)	(55 906 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 13 149 778 000	12 168 304 000
Propriétés destinées à la revente	80 75 898 000	83 386 000
Prêts	81 29 130 000	18 230 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82 2 590 478 000	2 252 041 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 15 845 284 000	14 521 961 000
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 10 891 752 000	10 562 006 000
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (2 294 939 000 ) (	2 403 400 000)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (1 150 289 000 ) (	1 189 921 000)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (53 482 000 ) (	70 548 000)
	90 7 393 042 000	6 898 137 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91 240 303 000	249 424 000
	92 7 633 345 000	7 147 561 000
	93 8 211 939 000	7 374 400 000

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>12</u>	2 <u>11</u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 77 926 000	323 829 000
Charge de l'exercice	5 (620 103 000)	(726 604 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 499 930 000	480 701 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(42 247 000)</u>	<u>77 926 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 17 922 156 000	16 623 283 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (18 133 755 000)	(17 607 244 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (211 599 000)	(983 961 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 529 298 000	1 225 129 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 317 699 000	241 168 000
Provision pour moins-value	13 (359 946 000)	(163 242 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(42 247 000)</u>	<u>77 926 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>19</u>	<u>19</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>8 234 467 000</u>	<u>7 660 917 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (8 903 807 000)	(8 810 893 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (669 340 000)	(1 149 976 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 417 265 000	406 996 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (225 173 000)	9 077 000
Cotisations salariales des employés	21 192 092 000	416 073 000
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (176 092 000)	(144 302 000)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 16 000 000	271 771 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 185 884 000	219 561 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26 211 978 000	(9 078 000)
Variation de la provision pour moins-value	27 196 704 000	161 134 000
Autres	28 -	-
-	29 -	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 <u>610 566 000</u>	<u>643 388 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 1 017 525 000	1 002 440 000
Rendement espéré des actifs	32 (1 007 988 000)	(919 224 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 9 537 000	83 216 000
Charge de l'exercice	34 <u>620 103 000</u>	<u>726 604 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 608 563 000	1 626 918 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 007 988 000)	(919 224 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 600 575 000	707 694 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (302 606 000)	(347 335 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 985 712 000	924 159 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 18 270 472 000	17 325 812 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 381 183 000	350 236 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 934 899 000	824 605 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,04 %	6,11 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,04 %	6,11 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,72 %	2,69 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,06 %	2,06 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>11</u>	57 <u> </u>	58 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le passif à la fin de l'exercice des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés est de 101 473 000 \$ (92 101 000 \$ à la fin de 2015). La charge de l'exercice de ces régimes est de 13 993 000 \$ (11 038 000 \$ en 2015).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (353 661 000)	(346 545 000)
Charge de l'exercice	60 (29 552 000)	(22 308 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 14 645 000	15 192 000
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>368 568 000</u>)	(<u>353 661 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (394 479 000)	(374 278 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 25 911 000	20 617 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>368 568 000</u>)	(<u>353 661 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 13 434 000	14 529 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67 1 197 000	(8 631 000)
	68 <u>14 631 000</u>	<u>5 898 000</u>
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 14 631 000	5 898 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 1 401 000	2 743 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72 (638 000)	(1 142 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 <u>15 394 000</u>	<u>7 499 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 14 158 000	14 809 000
Charge de l'exercice	79 <u>29 552 000</u>	<u>22 308 000</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 6 057 000	3 454 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 4,00 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 2,62 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 6,30 %	6,30 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 3,60 %	4,25 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2027	2025
Autres hypothèses économiques		
-	88	
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 3

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>1 061 000</u>	<u>946 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	104	105

Description du régime

.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	1 414 000	1 397 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	1 043 000	1 038 000
100	2 457 000	2 435 000

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	5 153 034 000	3 185 488 000	8 338 522 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	16 521 000	11 721 000	28 242 000
Activités de fonctionnement à financer	3	29 190 000	53 919 000	83 109 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
-Achat de terrains	5	17 091 000	568 000	17 659 000
-Débiteurs gouvernement	6	7 317 000	7 221 000	14 538 000
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé	7			
Débiteurs	8	231 965 000	1 011 256 000	1 243 221 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9			
Autres montants	10			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11			
Autres				
-Montant à recouvrer redevances	12	334 870 000		334 870 000
-Montant acc. pour remb dette	13	1 210 460 000	717 045 000	1 927 505 000
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 445 858 000	1 530 616 000	4 976 474 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés				
	15	103 161 000	845 943 000	949 104 000
Endettement net à long terme	16	3 549 019 000	2 376 559 000	5 925 578 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	17			
Communauté métropolitaine	18		12 072 000	12 072 000
Autres organismes	19			
Endettement total net à long terme	20	3 549 019 000	2 388 631 000	5 937 650 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)				
	21	1 955 739 000		
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22			
	23	1 955 739 000		
Endettement total net à long terme pour les compétences de nature locale compte tenu de la quote-part dans l'agglomération	24	5 504 758 000		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, pour les compétences de nature locale, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)				
	25			

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 575 074 900	2 584 288 000	2 563 653 000	2 490 477 000
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	319 453 000	321 142 000	321 142 000	315 779 000
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	92 005 600	93 476 000	93 476 000	89 706 000
Activités de fonctionnement	6	136 697 900	137 301 000	137 301 000	135 690 000
Activités d'investissement	7				
Autres	8	731 700	2 150 000	2 150 000	693 000
	9	3 123 963 100	3 138 357 000	3 117 722 000	3 032 345 000
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	23 815 800	22 546 000	22 546 000	23 402 000
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	13 880 500	13 979 000	13 979 000	13 943 000
Autres					
-Taxe immatriculation	14	35 396 200	35 025 000	35 025 000	34 430 000
-Autres	15		796 000	796 000	768 000
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	11 440 300	11 742 000	11 742 000	10 861 000
Service de la dette	18	8 620 500	8 610 000	8 610 000	9 221 000
Activités de fonctionnement	19	19 629 800	19 283 000	19 283 000	19 281 000
Activités d'investissement	20				
	21	112 783 100	111 981 000	111 981 000	111 906 000
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23	12 016 500	12 061 000	12 061 000	11 774 000
	24	12 016 500	12 061 000	12 061 000	11 774 000
	25	124 799 600	124 042 000	124 042 000	123 680 000
	26	3 248 762 700	3 262 399 000	3 241 764 000	3 156 025 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	37 891 500	33 213 000	32 787 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	900 700	3 629 000	3 697 000
Taxes d'affaires	29		901 000	6 000
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	38 792 200	37 743 000	36 490 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	65 156 300	68 205 000	71 047 000
Cégeps et universités	33	53 334 000	53 608 000	54 456 000
Écoles primaires et secondaires	34	39 108 200	40 486 000	41 444 000
	35	157 598 500	162 299 000	166 947 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 413 200	728 000	2 215 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37		74 000	252 000
Taxes d'affaires	38			
	39	1 413 200	802 000	2 467 000
	40	197 803 900	200 844 000	205 904 000
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	32 787 800	30 501 000	28 411 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	2 988 300	3 350 000	3 068 000
Taxes d'affaires	43		3 013 000	3 099 000
	44	35 776 100	36 864 000	34 578 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	11 213 300	11 523 000	11 226 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	11 213 300	11 523 000	11 226 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	3 050 800	3 098 000	2 837 000
	50	3 050 800	3 098 000	2 837 000
	51	247 844 100	252 329 000	254 545 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	9 706 700	14 501 000	9 370 000
Sécurité publique				
Police	53	8 026 700	8 633 000	7 696 000
Sécurité incendie	54	8 863 400	7 934 000	8 405 000
Sécurité civile	55			4 000
Autres	56	139 800	136 000	144 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	2 897 800	4 316 000	5 868 000
Enlèvement de la neige	58	774 900	751 000	797 000
Autres	59	798 600	1 253 000	830 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	5 500 600	5 458 000	127 419 000
Transport adapté	61			39 998 000
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	157 500	157 000	168 000
Réseau de distribution de l'eau potable	68	71 000	69 000	73 000
Traitement des eaux usées	69	18 181 900	18 024 000	16 045 000
Réseaux d'égout	70		3 691 000	3 667 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		14 225 000	14 258 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	14 244 200	643 000	735 000
Tri et conditionnement	73			11 000
Autres	74			
Autres	75	5 110 100	240 000	252 000
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	55 000	276 000	174 000
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	10 194 300	11 206 000	10 596 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	339 100	5 972 000	
Rénovation urbaine	83	10 945 300	26 216 000	10 447 000
Promotion et développement économique	84	34 853 300	26 000	32 184 000
Autres	85			93 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	2 020 500	2 244 000	11 758 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	4 656 500	5 014 000	4 682 000
Autres	88	2 098 500	5 758 000	12 632 000
Réseau d'électricité	89			
	90	139 635 700	136 743 000	326 598 000
				319 537 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91	116 000	116 000	
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	37 655 000	32 648 000	42 891 000
Enlèvement de la neige	97		17 000	1 228 000
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		430 276 000	737 973 000
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105	25 413 000		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	19 189 000	23 152 000	8 669 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	90 205 000	96 439 000	78 281 000
Traitement des eaux usées	108	29 947 000	22 764 000	5 532 000
Réseaux d'égout	109	65 596 000	41 917 000	48 207 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			(122 000)
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117	4 650 000		
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			(1 180 000)
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124	7 100 000	610 000	343 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	28 060 000	12 673 000	7 474 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	6 385 000	5 583 000	2 966 000
Autres	127		508 000	729 000
Réseau d'électricité	128			
	129	314 200 000	236 427 000	932 991 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	19 800 000	21 516 000	21 516 000
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		47 068 000	47 500 000
Autres	137	93 786 000	86 276 000	86 747 000
	138	113 586 000	107 792 000	154 860 000
TOTAL DES TRANSFERTS	139	567 421 700	480 962 000	1 148 161 000
			1 409 566 000	

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	16 000	16 000	16 000
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	16 000	16 000	16 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	189 400	193 000	193 000
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	189 400	193 000	193 000
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	189 400	209 000	209 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	31 941 100	22 206 000	21 268 000
Sécurité publique	183	39 931 800	39 637 000	22 594 000
Transport				
Réseau routier	184	66 851 000	67 331 000	68 224 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	14 000	559 966 000	552 824 000
Transport adapté	186		5 322 000	5 015 000
Transport scolaire	187			
Autres	188		13 000	15 000
Autres	189	7 672 000	9 201 000	77 748 000
Hygiène du milieu	190	7 033 600	7 719 000	7 425 000
Santé et bien-être	191	32 881 700	35 518 000	81 868 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	87 564 800	92 571 000	100 930 000
Loisirs et culture	193	36 272 000	39 633 000	46 050 000
Réseau d'électricité	194			
	195	310 162 000	313 829 000	991 731 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	310 351 400	314 038 000	991 940 000
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	29 231 500	38 446 000	34 254 000
Droits de mutation immobilière	198	140 730 900	184 330 000	162 555 000
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	169 962 400	222 776 000	196 809 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	199 545 100	163 733 000	170 757 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203	89 595 300	106 443 000	125 798 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	30 517 400	31 607 000	14 456 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		2 381 000	9 494 000
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	14 852 100		4 852 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	15 600 000	250 000	6 742 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			18 517 000
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212	11 710 200	21 377 000	71 445 000
	213	42 162 300	24 008 000	111 050 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	58 058 000	57 601 000	14 000	57 615 000	59 774 000	56 378 000
Greffe et application de la loi	2	84 071 500	79 571 000	6 708 000	86 279 000	84 889 000	84 849 000
Gestion financière et administrative	3	245 167 600	230 449 000	3 842 000	234 291 000	234 984 000	225 229 000
Évaluation	4	17 967 300	16 861 000	1 476 000	18 337 000	16 875 000	17 481 000
Gestion du personnel	5	62 459 700	62 651 000	68 000	62 719 000	62 719 000	58 281 000
Autres							
- Autres	6	371 957 900	309 278 000	287 000	309 565 000	300 537 000	357 198 000
-	7						
	8	839 682 000	756 411 000	12 395 000	768 806 000	759 778 000	799 416 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	662 850 100	672 547 000	21 539 000	694 086 000	694 086 000	694 754 000
Sécurité incendie	10	349 090 200	356 705 000	14 250 000	370 955 000	370 955 000	364 218 000
Sécurité civile	11	2 000 100	1 754 000	90 000	1 844 000	1 844 000	1 598 000
Autres	12	16 233 960	16 371 000		16 371 000	16 371 000	15 658 000
	13	1 030 174 360	1 047 377 000	35 879 000	1 083 256 000	1 083 256 000	1 076 228 000
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	138 126 650	141 294 000	216 603 000	357 897 000	357 897 000	337 514 000
Enlèvement de la neige	15	159 383 000	142 890 000	8 005 000	150 895 000	150 895 000	153 653 000
Éclairage des rues	16	36 918 600	35 677 000	12 962 000	48 639 000	48 639 000	51 211 000
Circulation et stationnement	17	46 377 200	46 939 000	1 449 000	48 388 000	119 225 000	116 454 000
Transport collectif							
Transport en commun	18	511 080 300	522 938 000		522 938 000	1 516 044 000	1 515 851 000
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	33 097 250	17 835 000	105 000	17 940 000	30 521 000	35 675 000
	22	924 983 000	907 573 000	239 124 000	1 146 697 000	2 223 221 000	2 210 358 000

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	56 869 200	52 121 000	27 510 000	79 631 000	79 631 000	70 479 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	88 731 100	84 101 000	55 562 000	139 663 000	139 663 000	139 361 000
Traitement des eaux usées	25	62 449 100	62 264 000	71 114 000	133 378 000	133 378 000	130 533 000
Réseaux d'égout	26	51 218 000	40 996 000	55 642 000	96 638 000	96 638 000	89 651 000
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	55 087 500	54 177 000	2 588 000	56 765 000	58 381 000	57 039 000
Élimination	28	40 083 100	37 049 000		37 049 000	37 640 000	43 887 000
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	30 144 100	28 211 000	2 206 000	30 417 000	28 211 000	28 736 000
Tri et conditionnement	30	7 086 900	1 544 000		1 544 000	1 544 000	1 577 000
Matières organiques							
Collecte et transport	31		14 773 000		14 773 000	14 924 000	5 719 000
Traitement	32	5 899 100	1 462 000		1 462 000	1 462 000	4 674 000
Matériaux secs	33	15 224 700	43 008 000		43 008 000	43 008 000	13 223 000
Autres	34	3 807 000	2 253 000	151 000	2 404 000	2 253 000	4 104 000
Plan de gestion	35						
Autres	36	3 266 000	2 796 000		2 796 000	2 796 000	2 536 000
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	12 663 700	12 380 000	679 000	13 059 000	13 058 000	13 160 000
Autres	39	948 500	1 282 000		1 282 000	451 000	11 322 000
	40	433 478 000	438 417 000	215 452 000	653 869 000	653 038 000	616 001 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	38 828 000	31 594 000	167 000	31 761 000	72 116 000	81 684 000
Sécurité du revenu	42	27 307 600	24 424 000		24 424 000	24 424 000	24 911 000
Autres	43	29 329 000	33 323 000		33 323 000	33 323 000	28 960 000
	44	95 464 600	89 341 000	167 000	89 508 000	129 863 000	135 555 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	64 457 140	75 294 000	340 000	75 634 000	77 745 000	58 190 000
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	4 453 400	2 326 000		2 326 000	2 326 000	2 704 000
Autres biens	47	30 737 800	26 361 000	136 000	26 497 000	26 497 000	29 180 000
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	86 091 400	91 980 000	16 000	91 996 000	91 996 000	94 162 000
Tourisme	49	16 179 000	13 626 000		13 626 000	13 626 000	12 705 000
Autres	50	38 000	1 009 000		1 009 000	1 009 000	234 000
Autres	51	7 421 100	(395 000)	30 847 000	30 452 000	30 226 000	29 814 000
	52	209 377 840	210 201 000	31 339 000	241 540 000	243 425 000	226 989 000

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	63 817 400	65 361 000	10 163 000	75 524 000	75 524 000	76 018 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	36 810 600	35 205 000	4 027 000	39 232 000	39 232 000	38 748 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	39 548 200	38 409 000	3 878 000	42 287 000	42 287 000	42 188 000
Parcs et terrains de jeux	56	160 676 200	170 178 000	66 850 000	237 028 000	237 028 000	219 649 000
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	71 900	71 000		71 000	71 000	103 000
Autres	59	19 472 200	15 547 000	809 000	16 356 000	58 121 000	53 813 000
	60	320 396 500	324 771 000	85 727 000	410 498 000	452 263 000	430 519 000
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	16 142 700	16 929 000	661 000	17 590 000	17 590 000	16 557 000
Bibliothèques	62	89 124 100	92 220 000	2 422 000	94 642 000	94 642 000	88 012 000
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	74 276 200	73 302 000	2 495 000	75 797 000	75 797 000	68 147 000
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	33 201 900	52 646 000	7 178 000	59 824 000	45 871 000	47 064 000
	66	212 744 900	235 097 000	12 756 000	247 853 000	233 900 000	219 780 000
	67	533 141 400	559 868 000	98 483 000	658 351 000	686 163 000	650 299 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	386 035 200	376 192 000		376 192 000	492 507 000	487 161 000
Autres frais	70	7 426 800	5 526 000		5 526 000	(13 390 000)	(8 677 000)
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	1 414 500	1 229 000		1 229 000	3 676 000	5 609 000
	73	394 876 500	382 947 000		382 947 000	482 793 000	484 093 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	646 863 367	632 839 000	(632 839 000)			

Section II - Autres renseignements financiers non audités

TABLE DES MATIÈRES

	G=Global	
	PAGE	
Section II - Autres renseignements financiers non audités		
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	S36-G	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	S36-G	27
Analyse de la dette à long terme consolidée	S37-G	28
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	S39-G	29
Analyse de la rémunération non consolidée	S43-G	30
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	S43-G	30
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	S44-G	31
Rémunération des élus	S45-G	32
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-G	33
Questionnaire	S51-G	34
<hr/>		
COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES		43
<hr/>		
COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES		82
<hr/>		

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	162 003 000	192 035 000	192 035 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	49 573 000	49 569 000	49 569 000
Usines et bassins d'épuration	3	46 542 000	34 786 000	34 786 000
Conduites d'égout	4	93 468 000	91 935 000	91 935 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		4 355 000	4 355 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	387 700 000	307 219 000	307 219 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	26 153 000	13 046 000	13 046 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	22 695 000	12 836 000	12 836 000
Aires de stationnement	9	1 360 000	912 000	912 000
Parcs et terrains de jeux	10	207 595 000	106 675 000	106 675 000
Autres infrastructures	11	72 147 000	29 716 000	156 841 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	137 572 000	64 763 000	130 249 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	179 464 000	113 001 000	113 001 000
Améliorations locatives	15		3 229 000	4 865 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			430 869 000
Autres	17	40 921 000	42 098 000	42 359 000
Ameublement et équipement de bureau	18	83 819 000	49 512 000	81 817 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 870 000	21 451 000	40 331 000
Terrains	20	16 000 000	26 682 000	36 942 000
Autres	21	52 791 000		(315 000)
	22	1 589 673 000	1 163 820 000	1 850 642 000
				1 797 878 000

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		36 761 000	36 761 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		49 569 000	49 569 000
Usines et bassins d'épuration	25		34 786 000	34 786 000
Conduites d'égout	26		30 277 000	30 277 000
Autres infrastructures	27		416 026 000	543 151 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		155 274 000	155 274 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		61 658 000	61 658 000
Autres infrastructures	32		58 733 000	58 733 000
Autres immobilisations	33		320 736 000	880 433 000
	34		1 163 820 000	1 850 642 000
				1 797 878 000

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	10 427 335 000	834 104 000	492 032 000	10 769 407 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2	370 000		370 000	
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	381 000		223 000	158 000
Autres	6	133 920 000		11 733 000	122 187 000
	7	10 562 006 000	834 104 000	504 358 000	10 891 752 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme	9				
Excédent de fonctionnement affecté	10				
Réserves financières et fonds réservés	11	2 252 041 000	534 337 000	195 900 000	2 590 478 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 495 154 000	283 770 000	154 179 000	3 624 745 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 073 347 000	258 836 000	266 076 000	2 066 107 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	7 820 542 000	1 076 943 000	616 155 000	8 281 330 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 403 400 000	242 933 000	351 394 000	2 294 939 000
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 403 400 000	242 933 000	351 394 000	2 294 939 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	2 403 400 000	242 933 000	351 394 000	2 294 939 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24	338 064 000		22 581 000	315 483 000
	25	2 741 464 000	242 933 000	373 975 000	2 610 422 000
	26	10 562 006 000	1 319 876 000	990 130 000	10 891 752 000
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28		(485 772 000)	(485 772 000)	
	29	10 562 006 000	834 104 000	504 358 000	10 891 752 000

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	3 955 500	3 914 000	3 690 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	490 700	486 000	458 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	797 300	789 000	744 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	17 195 300	17 014 000	16 470 000
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	3 773 800	3 734 000	3 520 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	12 064 400	11 937 000	4 517 000
Réseau d'électricité				
	24			
	25	38 277 000	37 874 000	29 399 000

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2 087,90	35,50	3 883 800,00	243 674 000	103 756 000	347 430 000
Professionnels	2	2 043,40	35,00	4 251 067,00	216 839 000	69 201 000	286 040 000
Cols blancs	3	6 077,10	35,00	11 341 039,00	345 726 000	151 651 000	497 377 000
Cols bleus	4	4 640,10	36,00	9 392 259,00	296 402 000	135 948 000	432 350 000
Policiers	5	4 168,30	35,00	8 790 361,00	413 108 000	174 887 000	587 995 000
Pompiers	6	2 411,00	42,00	5 135 072,00	219 138 000	61 668 000	280 806 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	21 427,80		42 793 598,00	1 734 887 000	697 111 000	2 431 998 000
Élus	9	103,00			10 054 000	4 175 000	14 229 000
	10	21 530,80			1 744 941 000	701 286 000	2 446 227 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	5 458 000				5 458 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	157 000	6 762 000	16 390 000		23 309 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	69 000	41 046 000	55 393 000		96 508 000
Traitement des eaux usées	14	18 024 000	10 989 000	11 775 000		40 788 000
Réseaux d'égout	15	1 081 000	17 627 000	26 900 000		45 608 000
Autres	16	181 545 000	33 639 000	15 906 000	38 201 000	269 291 000
	17	206 334 000	110 063 000	126 364 000	38 201 000	480 962 000

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	= Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale													
Grefte et application de la loi	1	79 571 000	27	6 708 000	53	86 279 000	79	292 000	105	85 987 000	131	2 637 000	
Évaluation	2	16 861 000	28	1 476 000	54	18 337 000	80	147 000	106	18 190 000	132	11 000	
Autres	3	659 979 000	29	4 211 000	55	664 190 000	81	21 767 000	107	642 423 000	133	25 059 000	
	4	756 411 000	30	12 395 000	56	768 806 000	82	22 206 000	108	746 600 000	134	27 707 000	
Sécurité publique													
Police	5	672 547 000	31	21 539 000	57	694 086 000	83	39 217 000	109	654 869 000	135	11 942 000	
Sécurité incendie	6	356 705 000	32	14 250 000	58	370 955 000	84	269 000	110	370 686 000	136	11 604 000	
Sécurité civile	7	1 754 000	33	90 000	59	1 844 000	85		111	1 844 000	137		
Autres	8	16 371 000	34		60	16 371 000	86	152 000	112	16 219 000	138	846 000	
	9	1 047 377 000	35	35 879 000	61	1 083 256 000	87	39 638 000	113	1 043 618 000	139	24 392 000	
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	141 294 000	36	216 603 000	62	357 897 000	88	4 252 000	114	353 645 000	140	102 961 000	
Enlèvement de la neige	11	142 890 000	37	8 005 000	63	150 895 000	89	730 000	115	150 165 000	141	8 238 000	
Autres	12	82 616 000	38	14 411 000	64	97 027 000	90	62 447 000	116	34 580 000	142	12 290 000	
Transport collectif	13	522 938 000	39		65	522 938 000	91		117	522 938 000	143	26 517 000	
Autres	14	17 835 000	40	105 000	66	17 940 000	92	9 132 000	118	8 808 000	144		
	15	907 573 000	41	239 124 000	67	1 146 697 000	93	76 561 000	119	1 070 136 000	145	150 006 000	
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable													
Réseau de distribution de l'eau potable	16	52 121 000	42	27 510 000	68	79 631 000	94	509 000	120	79 122 000	146	9 968 000	
Traitement des eaux usées	17	84 101 000	43	55 562 000	69	139 663 000	95	1 063 000	121	138 600 000	147	24 686 000	
Réseaux d'égout	18	62 264 000	44	71 114 000	70	133 378 000	96	4 693 000	122	128 685 000	148	31 564 000	
	19	40 996 000	45	55 642 000	71	96 638 000	97	695 000	123	95 943 000	149	25 426 000	
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	91 226 000	46	2 588 000	72	93 814 000	98	183 000	124	93 631 000	150	2 144 000	
Matières recyclables	21	91 251 000	47	2 357 000	73	93 608 000	99	5 000	125	93 603 000	151	839 000	
Autres	22	2 796 000	48		74	2 796 000	100	581 000	126	2 215 000	152	490 000	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153		
Protection de l'environnement	24	12 380 000	50	679 000	76	13 059 000	102	179 000	128	12 880 000	154		
Autres	25	1 282 000	51		77	1 282 000	103	4 000	129	1 278 000	155	112 000	
	26	438 417 000	52	215 452 000	78	653 869 000	104	7 912 000	130	645 957 000	156	95 229 000	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	31 594 000	172	167 000	187	31 761 000	202	311 000	217	31 450 000	232	385 000
Sécurité du revenu	158	24 424 000	173		188	24 424 000	203	30 981 000	218	(6 557 000)	233	6 722 000
Autres	159	33 323 000	174		189	33 323 000	204	4 226 000	219	29 097 000	234	
	160	89 341 000	175	167 000	190	89 508 000	205	35 518 000	220	53 990 000	235	7 107 000
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	75 294 000	176	340 000	191	75 634 000	206	30 207 000	221	45 427 000	236	2 225 000
Rénovation urbaine	162	28 687 000	177	136 000	192	28 823 000	207	532 000	222	28 291 000	237	1 051 000
Promotion et développement économique	163	106 615 000	178	16 000	193	106 631 000	208	1 103 000	223	105 528 000	238	1 144 000
Autres	164	(395 000)	179	30 847 000	194	30 452 000	209	60 729 000	224	(30 277 000)	239	14 520 000
	165	210 201 000	180	31 339 000	195	241 540 000	210	92 571 000	225	148 969 000	240	18 940 000
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	324 771 000	181	85 727 000	196	410 498 000	211	16 520 000	226	393 978 000	241	47 965 000
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	92 220 000	182	2 422 000	197	94 642 000	212	472 000	227	94 170 000	242	3 470 000
Autres	168	142 877 000	183	10 334 000	198	153 211 000	213	22 640 000	228	130 571 000	243	8 131 000
	169	559 868 000	184	98 483 000	199	658 351 000	214	39 632 000	229	618 719 000	244	59 566 000
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	4 009 188 000	186	632 839 000	201	4 642 027 000	216	314 038 000	231	4 327 989 000	246	382 947 000

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

**Rémunération
(excluant charges
sociales)**

**Allocation de
dépenses**

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	209 776 000	150 769 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	2 000	(2 000)
Solde redressé au début de l'exercice	3	209 778 000	150 767 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	139 120 000	145 813 000
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(147 463 000)	(126 804 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		40 000 000
Financement des investissements en cours	10		
	11	(8 343 000)	59 009 000
Solde à la fin de l'exercice	12	201 435 000	209 776 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	262 209 000	192 825 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	277 000	(1 297 000)
Solde redressé au début de l'exercice	15	262 486 000	191 528 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(68 455 000)	(41 689 000)
Activités d'investissement	17	(10 307 000)	(14 434 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	147 463 000	126 804 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	68 701 000	70 681 000
Solde à la fin de l'exercice	22	331 187 000	262 209 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	234 916 000	319 714 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	922 000	1 299 000
Solde redressé au début de l'exercice	25	235 838 000	321 013 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	231 921 000	104 115 000
Activités d'investissement	27	(292 547 000)	(190 212 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	1 260 000	
	30	(59 366 000)	(86 097 000)
Solde à la fin de l'exercice	31	176 472 000	234 916 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(978 381 000)	(939 429 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(1 200 000)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(979 581 000)	(939 429 000)
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	(83 793 000)	(64 021 000)
Activités de fonctionnement - Diminution	36	(19 430 000)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	(53 699 000)	(12 530 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	26 247 000	37 599 000
Solde à la fin de l'exercice	39	(1 110 256 000)	(978 381 000)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40	21 982 000	(93 044 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
Solde redressé au début de l'exercice	42	21 982 000	(93 044 000)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	(48 964 000)	115 026 000
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46	(1 260 000)	
	47	(50 224 000)	115 026 000
Solde à la fin de l'exercice	48	(28 242 000)	21 982 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	4 570 293 000	4 479 151 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		
Solde redressé au début de l'exercice	51	4 570 293 000	4 479 151 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(559 210 000)	(609 785 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	449 312 000	387 159 000
Variation résiduelle de l'exercice	56	527 878 000	313 768 000
Solde à la fin de l'exercice	57	4 988 273 000	4 570 293 000

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cocher « Non ». Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	7 _____		8 <input checked="" type="checkbox"/>
4. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local (PAERRL)</i> de la part du MTMDET?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	14 _____		\$
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	15 _____		\$
b) Dépenses d'investissement	16 _____		\$
c) Total des frais encourus admissibles	17 _____		\$
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	18 _____		
b) Date d'adoption de la résolution	19 _____		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 17 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 14, fournissez-en les justifications :			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**OUI****NON****S.O.**

**Les questions 6 à 8 s'adressent aux municipalités ayant
des compétences de MRC seulement**

- | | | | | |
|---|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 6. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC? | 20 | <input type="checkbox"/> | 21 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 7. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC? | 22 | <input type="checkbox"/> | 23 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 8. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 24 | <input type="checkbox"/> | 25 | <input checked="" type="checkbox"/> |

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

G=Global
PAGE

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Revenus de taxes	S55-G	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	S56-G	38
Questionnaire	S65-G	39

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES		43
--	--	-----------

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES		82
---	--	-----------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 669 167 500
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	311 366 000
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	97 915 200
Activités de fonctionnement	6	138 116 400
Activités d'investissement	7	
Autres	8	686 700
	9	3 217 251 800

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	22 813 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	13 749 800
Autres		
-	14	35 061 600
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	12 340 300
Service de la dette	18	8 205 700
Activités de fonctionnement	19	19 754 800
Activités d'investissement	20	
	21	111 925 200
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	12 866 400
	24	12 866 400
	25	124 791 600
	26	3 342 043 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	39 085 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	918 500
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	40 004 400

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	70 844 700
Cégeps et universités	7	53 772 700
Écoles primaires et secondaires	8	39 722 300
	9	164 339 700

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 501 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	1 501 500
	14	205 845 600

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	33 299 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	3 072 200
Taxes d'affaires	17	
	18	36 371 700

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	11 695 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	11 695 900

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	2 581 500
	24	2 581 500
	25	256 494 700

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

1. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	1	5 120 720 200 \$
2. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	2	464 897 900 \$
3. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	3	396 343 600 \$
4. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	4	60 168 700 \$

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Coderre, Denis

CONSEILLERS

Barbe, Manon	Beis, Dimitrios Jim
Benjamin, Frantz	Bergeron, Richard
Bissonnet, Michel	Black, Christine
Boivin Roy, Karine	Caldwell, Éric Alan
Celzi, Richard	Chitilian, Harout
Cinq-Mars, Marie	Clément-Talbot, Catherine
Cloutier, Jean-François	Copeman, Russell
Croteau, François William	Dauphin, Claude
Décarie, Suzanne	Deros, Mary
Deschamps, Richard	DeSousa, Alan
Desrochers, Pierre	Dorais, Benoit
Downey, Sterling	Duchesne, Érika
Ferrandez, Luc	Gadoury, Marc-André
Gagnier, Pierre	Gauthier, Manon
Gibeau, Jean-Marc	Guay, Richard
Hénault, Andrée	Lattanzio, Patricia R.
Lavigne Lalonde, Laurence	Lavoie, Guillaume
Lefebvre, Elsie	Limoges, François
Mainville, Louise	Marinacci Normand
McIntyre, Justine	McQueen, Peter
Ménard, Réal	Miele, Francesco
Miranda, Luis	Norris, Alex
Ouellet, Sylvain	Pagé, Lorraine
Parenteau, Jean-François	Perez, Lionel
Perri, Dominic	Plante, Valérie
Popeanu, Magda	Rapanà, Giovanni
Rossi, Chantal	Rotrand, Marvin
Rouleau, Chantal	Ryan, Richard
Salem, Aref	Samson, Anie
Sauvé, Craig	Searle, Jeremy
Shanahan, Steve	Sigouin, Anne-Marie
Thuillier, Émilie	Vallée, Monique

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Marcoux, Alain

GREFFIER Saindon, Yves

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Courchesne, Yves

MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

PRÉSIDENT Coderre, Denis

AUTRES MEMBRES

Noms	Titres
Barbe, Manon	Mairesse d'arrondissement LaSalle
Beis, Dimitrios (Jim)	Maire d'arrondissement Pierrefonds-Roxboro
Bergeron, Richard	Conseiller de la Ville, Ville-Marie
Bourelle, Georges	Maire de Beaconsfield
Brownstein, Mitchell	Maire de Côte-Saint-Luc
Coperman, Russel	Maire d'arrondissement, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Coutu, Robert	Maire de Montréal-Est
Dauphin, Claude	Maire d'arrondissement, Lachine
DeSousa, Alan	Maire d'arrondissement, Saint-Laurent
Desrochers, Pierre D.	Conseiller de la ville, Ahuntsic-Cartier
Dorais, Benoit	Maire d'arrondissement, Sud-Ouest
Hawa, Paola L.	Mairesse de Sainte-Anne-de-Bellevue
Gauthier, Manon	Conseillère de la Ville, Verdun
Gibson, Michel	Maire de Kirkland
Guest, Jane	Mairesse du village de Senneville
Janiszewski, Edward	Maire de Dollard-des-Ormeaux
Masella, Beny	Maire de Montréal-Ouest
Perez, Lionel	Conseiller de la ville Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce
Rouleau, Chantal	Mairesse d'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
Rouleau, Edgar	Maire de la Cité de Dorval
Roy, Philippe	Maire de Ville Mont-Royal
Ryan, Richard	Conseiller de la Ville, Plateau Mont-Royal
Salem Aref	Conseiller de la ville, Saint-Laurent
Samson, Anie	Mairesse d'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Steinberg, William	Maire de la ville d'Hampstead
Trent, Peter F.	Maire de la ville de Westmount
Trudeau, Morris	Maire de la ville de Pointe-Claire
Tutino, Maria	Mairesse de la ville de Baie d'Urfé
Vallée, Monique	Conseillère de la ville, LaSalle

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 155, rue Notre-Dame Est, B. 326
(no) (rue)
Montréal (Municipalité) H2Y 1B6
(Code postal)

Téléphone (514) 872-3158
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 872-8647
(ind. rég.) (numéro)

Courriel raoulcyr@ville.montreal.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Yves Courchesne

Téléphone (514) 872-6630
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 872-3145
(ind. rég.) (numéro)

Courriel yves.courchesne@ville.montreal.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre CPA Auditeurs, CA

Adresse 1190, av des Canadiens-de-Montréal B 500
(no) (rue)
Montréal (Municipalité) H3B 0M7
(Code postal)

Téléphone (514) 393-7177
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 390-4111
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mgranger@deloitte.ca

Responsable du dossier Martin Granger, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA

Titre Vérificatrice générale de Montréal

Adresse 1550, rue Metcalfe, B. 1201
(no) (rue)
Montréal (Municipalité) H3A 3P1
(Code postal)

Téléphone (514) 872-2209
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 872-6590
(ind. rég.) (numéro)

Courriel michele.galipeau@bvgmtl.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yves Courchesne , atteste que le rapport financier consolidé de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-04-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montréal .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18-G ligne 25 est de 403 343 000 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34-L ligne 6 est de ,9344 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-13 11:28:30

Date de transmission au Ministère : 2017/04/28

RAPPORT FINANCIER 2016

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

Section I - Renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S5-A
Renseignements financiers non consolidés audités	S13-A - S23-A
Renseignements non consolidés non audités	S26-A - S28-A

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S30-A
Taux global de taxation réel audité	S31-A - S34-A
Autres renseignements non consolidés non audités	S35-A - S52-A

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54-A
Données prévisionnelles	S55-A - S65-A

Selon la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001)

Section I - Renseignements financiers non consolidés

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

A=Agglomération
PAGE

Section I

Renseignements financiers non consolidés audités

Renseignements complémentaires non consolidés

Résultats détaillés

S14-A 46

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

S15-A 47

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales

S16-A 48

Charges par objets

S17-A 49

Autres renseignements complémentaires non consolidés

Excédent (déficit) accumulé non consolidé

S23-A 50

Renseignements non consolidés non audités

Analyse des revenus non consolidés

S27-A 52

Analyse des charges non consolidées

S28-A 53

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	46 070 300	46 767 000	45 377 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 246 308 200	2 241 298 000	2 206 794 000
Transferts	4	95 497 600	80 716 000	93 817 000
Services rendus	5	58 135 100	60 847 000	55 228 000
Imposition de droits	6	1 943 100	1 883 000	2 592 000
Amendes et pénalités	7	92 718 200	73 378 000	83 174 000
Revenus de placements de portefeuille	8	35 872 200	40 121 000	41 709 000
Autres revenus d'intérêts	9	19 075 400	18 916 000	15 083 000
Autres revenus	10	2 237 200	3 834 000	17 865 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	2 597 857 300	2 567 760 000	2 561 639 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	144 900 000	131 786 000	70 304 000
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	16	2 700 000	109 000	65 000
Autres	17		1 470 000	2 528 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18			
	19	147 600 000	133 365 000	72 897 000
	20	2 745 457 300	2 701 125 000	2 634 536 000
Charges				
Administration générale	21	347 039 800	329 015 000	349 577 000
Sécurité publique	22	1 015 838 400	1 033 605 000	1 022 469 000
Transport	23	529 988 200	525 418 000	502 092 000
Hygiène du milieu	24	227 638 700	240 559 000	214 717 000
Santé et bien-être	25	36 416 500	30 542 000	36 027 000
Aménagement, urbanisme et développement	26	58 537 300	74 431 000	48 442 000
Loisirs et culture	27	96 129 600	94 039 000	87 518 000
Réseau d'électricité	28			
Frais de financement	29	140 621 600	138 344 000	135 588 000
Effet net des opérations de restructuration	30			
	31	2 452 210 100	2 465 953 000	2 396 430 000
Excédent (déficit) de l'exercice	32	293 247 200	235 172 000	238 106 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	293 247 200	235 172 000	238 106 000
Moins: revenus d'investissement	2 (	147 600 000)	(133 365 000)	(72 897 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	145 647 200	101 807 000	165 209 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	■	■	■
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6	■	■	■
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	17 200 000	35 325 000	5 767 400
Remboursement de la dette à long terme	17 (	176 570 300)	(175 255 000)	(155 028 000)
	18	(159 370 300)	(139 930 000)	(149 260 600)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (		1 946 000)	(18 517 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		10 723 000	1 525 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(86 484 600)	(95 051 000)	(42 046 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	100 207 700	98 068 000	55 107 600
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	13 723 100	11 794 000	(3 930 400)
	26	(145 647 200)	(128 136 000)	(153 191 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(26 329 000)	12 018 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	147 600 000	133 365 000	72 897 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	44 800 000)	26 210 000)	18 921 000)
Sécurité publique	3 (	60 500 000)	47 298 000)	35 565 000)
Transport	4 (	134 600 000)	99 786 000)	58 167 000)
Hygiène du milieu	5 (	228 200 000)	255 441 000)	143 592 000)
Santé et bien-être	6 (	) )	29 000)	(638 000))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	67 600 000)	8 493 000)	7 240 000)
Loisirs et culture	8 (	137 500 000)	53 961 000)	57 439 000)
Réseau d'électricité	9 ())))))
	10 (	673 200 000)	491 218 000)	320 286 000)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ())))))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12 ())))))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	366 800 000	259 479 000	167 360 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		1 946 000	18 517 000
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	158 800 000	162 543 000	83 390 000
	18	158 800 000	164 489 000	101 907 000
	19	(147 600 000)	(67 250 000)	(51 019 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		66 115 000	21 878 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	865 816 000	864 439 000	856 405 000
Charges sociales	2	318 724 200	341 726 000	363 592 000
Biens et services	3	275 450 600	254 060 000	253 507 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	93 649 100	88 680 000	86 272 000
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	27 795 000	31 895 000	34 161 000
D'autres tiers	7	19 073 000	17 761 000	15 085 000
Autres frais de financement	8	104 500	8 000	70 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	11 820 000	11 695 000	4 290 000
Transferts	10			
Autres	11	480 253 800	475 662 000	445 957 000
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	103 094 600	129 780 000	113 647 000
Amortissement des immobilisations	14			
Autres				
- Autres	15	256 429 300	250 247 000	223 444 000
-	16			
-	17			
	18	2 452 210 100	2 465 953 000	2 396 430 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 4 465 000	58 675 000
Excédent de fonctionnement affecté	2 17 847 000	690 000
Réserves financières et fonds réservés	3 87 969 000	128 389 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (153 507 000)	(287 147 000)
Financement des investissements en cours	5 (11 721 000)	(76 577 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8	

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

- Exc. aff. -Projets spécifiques	9 15 234 000	627 000
- Exc. aff. -Autres fins	10 63 000	63 000
- À l'exercice suivant	11 2 550 000	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
	18 17 847 000	690 000

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières		
- Gestion de la voirie	19 4 798 000	5 448 000
- Gestion de l'eau	20 82 465 000	122 917 000
- Immobilisations	21	24 000
-	22	
-	23	
	24 87 263 000	128 389 000
Fonds réservés		
Fonds de roulement	25	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26	
Montant non réservé	27	
Fonds local d'investissement	28	
Fonds local de solidarité	29	
Autres		
-Règlements d'emprunts fermés	30 706 000	
-	31	
	32 706 000	
	33 87 969 000	128 389 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	34 (19 809 000)	(39 621 000)
Régimes non capitalisés	35 (9 914 000)	(9 914 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 (32 600 000)	()
Autres	37 (245 536 000)	(284 062 000)
Régimes non capitalisés	38 ()	()
<hr/>		
	39 (222 831 000)	(313 769 000)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres		
-	43 ()	()
-	44 ()	()
<hr/>		
	45 (222 831 000)	(313 769 000)
<hr/>		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	46 ()	(4 256 000)
Intérêts sur la dette à long terme	47 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 (12 600 000)	()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	50 ()	()
Autres		
-	51 ()	()
-	52 ()	()
<hr/>		
	53 (12 600 000)	(4 256 000)
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	55 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56 ()	()
Autres		
- Dépenses de fonct. à financer	57 (5 250 000)	(6 185 000)
- Dépenses de fonct. financées	58 (53 948 000)	(18 623 000)
<hr/>		
	59 (59 198 000)	(24 808 000)
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	60	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61 1 363 000	1 167 000
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	62	
Autres		
- Débiteurs dépenses de fonct.	63 1 111 000	1 275 000
<hr/>		
	64 2 474 000	2 442 000
<hr/>		
	65 (153 507 000)	(287 147 000)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	66 243 311 000	191 600 000
Investissements à financer	67 (255 032 000 ) (	268 177 000)
	68 (11 721 000)	(76 577 000)

RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1			83 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			3 000
	9			86 000
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Autres (immatriculation)	14	34 630 000	35 025 000	34 430 000
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	11 440 300	11 742 000	10 861 000
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	46 070 300	46 767 000	45 291 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	46 070 300	46 767 000	45 291 000
	26	46 070 300	46 767 000	45 377 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51		

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	3 436 700	5 382 000	5 349 000
Sécurité publique				
Police	53	8 026 700	8 633 000	7 696 000
Sécurité incendie	54	8 528 400	7 609 000	8 061 000
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	1 654 800	2 223 000	3 773 000
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		479 000	9 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	5 425 100	5 419 000	4 924 000
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		4 000	6 000
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69	17 899 700	17 739 000	15 760 000
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		276 000	172 000
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	9 000 000	9 353 000	9 312 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	5 142 900	1 425 000	3 571 000
Promotion et développement économique	84	15 185 100	7 757 000	13 748 000
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	48 200	201 000	78 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88		751 000	140 000
Réseau d'électricité	89			
	90	74 347 600	67 251 000	72 599 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	10 618 000	4 960 000	11 059 000
Enlèvement de la neige	97		17 000	1 228 000
Autres	98	37 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	19 189 000	23 152 000	9 184 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	40 684 000	67 171 000	36 066 000
Traitement des eaux usées	108	29 947 000	22 764 000	5 532 000
Réseaux d'égout	109	12 065 000	7 847 000	8 135 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			(122 000)
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			(1 180 000)
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124	4 300 000	334 000	74 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		5 096 000	206 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	28 060 000	445 000	122 000
Réseau d'électricité	128			
	129	144 900 000	131 786 000	70 304 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137	21 150 000	13 465 000	21 218 000
	138	21 150 000	13 465 000	21 218 000
TOTAL DES TRANSFERTS	139	240 397 600	212 502 000	164 121 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	189 400	193 000	193 000
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	189 400	193 000	193 000
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	189 400	193 000	193 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	803 100	1 633 000	1 234 000
Sécurité publique	183	39 887 000	40 215 000	38 442 000
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	4 230 800	4 571 000	3 037 000
Hygiène du milieu	190	5 304 200	5 943 000	5 292 000
Santé et bien-être	191	4 800 000	4 411 000	4 639 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	216 500	1 327 000	209 000
Loisirs et culture	193	2 704 100	2 554 000	2 182 000
Réseau d'électricité	194			
	195	57 945 700	60 654 000	55 035 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	58 135 100	60 847 000	55 228 000
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 943 100	1 883 000	2 592 000
Droits de mutation immobilière	198			
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 943 100	1 883 000	2 592 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	92 718 200	73 378 000	83 174 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203	35 872 200	40 121 000	41 709 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	19 075 400	18 916 000	15 083 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	225 000		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	2 700 000	109 000	65 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211	2 012 200		
Autres	212		5 304 000	20 393 000
	213	4 937 200	5 413 000	20 458 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	1 102 200	788 000	1 053 000
Greffe et application de la loi	2	53 155 400	47 277 000	47 607 000
Gestion financière et administrative	3		116 000	602 000
Évaluation	4	17 967 300	16 861 000	17 466 000
Gestion du personnel	5		546 000	362 000
Autres				
-	6	274 814 900		282 487 000
-	7		263 427 000	
	8	347 039 800	329 015 000	349 577 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	656 212 600	666 471 000	662 938 000
Sécurité incendie	10	349 090 200	356 705 000	349 975 000
Sécurité civile	11	1 902 400	1 647 000	1 296 000
Autres	12	8 633 200	8 782 000	8 260 000
	13	1 015 838 400	1 033 605 000	1 022 469 000
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	2 285 900	2 173 000	1 790 000
Enlèvement de la neige	15			
Éclairage des rues	16			46 000
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18	511 000 000	505 491 000	486 711 000
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21	16 702 300	17 754 000	13 545 000
	22	529 988 200	525 418 000	502 092 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	56 863 400	52 121 000	51 684 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 198 800	22 149 000	22 058 000
Traitement des eaux usées	25	62 429 300	62 246 000	60 499 000
Réseaux d'égout	26	13 344 600	10 921 000	9 901 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28	39 983 400	36 680 000	43 049 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	1 500 000		
Tri et conditionnement	30	1 620 800	1 544 000	1 577 000
Matières organiques				
Collecte et transport	31		5 062 000	
Traitement	32	5 891 600	1 459 000	4 674 000
Matériaux secs	33	12 290 500	40 584 000	11 584 000
Autres	34	1 491 000		1 422 000
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38	8 025 300	7 793 000	8 269 000
Autres	39			
	40	227 638 700	240 559 000	214 717 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	20 630 900	13 484 000	20 598 000
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	15 785 600	17 058 000	15 429 000
	44	36 416 500	30 542 000	36 027 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 245 400	19 880 000	3 887 000
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	4 137 800	2 246 000	2 251 000
Autres biens	47	4 193 100	3 226 000	3 726 000
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	41 391 700	46 989 000	35 906 000
Tourisme	49	2 163 200	1 783 000	2 672 000
Autres	50		307 000	
Autres	51	406 100		
	52	58 537 300	74 431 000	48 442 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	199 700	197 000	217 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 025 200	812 000	843 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	51 900	51 000	62 000
Parcs et terrains de jeux	56	26 231 000	27 459 000	21 811 000
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58			
Autres	59	3 378 800	2 527 000	6 317 000
	60	30 886 600	31 046 000	29 250 000
Activités culturelles				
Centres communautaires	61			
Bibliothèques	62	8 467 300	11 386 000	8 418 000
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63	42 120 200	35 961 000	35 429 000
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	14 655 500	15 646 000	14 421 000
	66	65 243 000	62 993 000	58 268 000
	67	96 129 600	94 039 000	87 518 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	69	137 504 400	135 809 000	132 910 000
Autres frais	70	3 012 700	2 527 000	2 608 000
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71			
Autres	72	104 500	8 000	70 000
	73	140 621 600	138 344 000	135 588 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	74			

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

	A=Agglomération	
	PAGE	
Section II - Autres renseignements financiers non consolidés		
Taux global de taxation réel audité		
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	S31-A	56
Taux global de taxation réel	S32-A	57
Autres renseignements non consolidés non audités		
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	S36-A	61
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	S36-A	61
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	S40-A	62
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	S45-A	63
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-A	64
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	S47-A	65
Taux des taxes	S49-A	66
Questionnaire	S51-A	68

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT OU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE _____

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes			11

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 _____
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 _____
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 _____

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 _____
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 _____
Taux global de taxation réel de 2016	6 <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	89 673 000	134 727 000	70 136 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	49 573 000	49 569 000	27 035 000
Usines et bassins d'épuration	3	46 542 000	34 786 000	13 593 000
Conduites d'égout	4	21 630 000	24 292 000	21 848 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		4 355 000	655 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	106 295 000	79 859 000	44 892 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	6 523 000	2 809 000	1 219 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 878 000	2 231 000	1 436 000
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	134 032 000	55 131 000	45 408 000
Autres infrastructures	11	380 000	1 208 000	1 420 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	82 772 000	29 518 000	25 554 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	23 830 000	8 441 000	8 295 000
Améliorations locatives	15		1 454 000	924 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	19 340 000	16 380 000	12 756 000
Ameublement et équipement de bureau	18	38 036 000	27 956 000	24 337 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 667 000	13 863 000	8 528 000
Terrains	20	8 500 000	4 639 000	12 850 000
Autres	21	38 529 000		(600 000)
	22	673 200 000	491 218 000	320 286 000

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		10 861 000	10 439 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		49 569 000	27 035 000
Usines et bassins d'épuration	25		34 786 000	13 593 000
Conduites d'égout	26		6 630 000	6 593 000
Autres infrastructures	27		106 725 000	64 281 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		123 866 000	59 697 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		17 662 000	15 255 000
Autres infrastructures	32		38 868 000	30 749 000
Autres immobilisations	33		102 251 000	92 644 000
	34		491 218 000	320 286 000

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
66023	Montréal	1 810 109 000
66112	Baie-D'Urfé	11 179 000
66107	Beaconsfield	19 701 000
66058	Côte-Saint-Luc	27 749 000
66142	Dollard-Des Ormeaux	39 373 000
66087	Dorval	70 753 000
66062	Hampstead	9 758 000
66092	L'Île-Dorval	58 000
66102	Kirkland	29 542 000
66072	Mont-Royal	44 067 000
66007	Montréal-Est	17 330 000
66047	Montréal-Ouest	5 237 000
66097	Pointe-Claire	58 406 000
66127	Senneville	3 404 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	9 514 000
66032	Westmount	50 791 000
1		2 206 971 000
Certaines municipalités		
66023	Montréal	26 434 000
66112	Baie-D'Urfé	184 000
66107	Beaconsfield	643 000
66058	Côte-Saint-Luc	314 000
66142	Dollard-Des Ormeaux	610 000
66087	Dorval	1 358 000
66062	Hampstead	163 000
66092	L'Île-Dorval	1 000
66102	Kirkland	724 000
66072	Mont-Royal	872 000
66007	Montréal-Est	272 000
66047	Montréal-Ouest	61 000
66097	Pointe-Claire	1 523 000
66127	Senneville	60 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	272 000
66032	Westmount	836 000
2		34 327 000
3		2 241 298 000

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016***Non audité*

		2016	2015
Rémunération	1	26 611 000	26 303 000
Charges sociales	2	11 405 000	11 273 000
Biens et services	3	453 202 000	282 710 000
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	491 218 000	320 286 000

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	58 675 000	48 066 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	58 675 000	48 066 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(26 329 000)	12 018 000
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(27 881 000)	(1 409 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(54 210 000)	10 609 000
Solde à la fin de l'exercice	12	4 465 000	58 675 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	690 000	944 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(1 000)	(138 000)
Solde redressé au début de l'exercice	15	689 000	806 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(10 723 000)	(1 525 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	27 881 000	1 409 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	17 158 000	(116 000)
Solde à la fin de l'exercice	22	17 847 000	690 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	128 389 000	159 239 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	25 812 000	10 494 000
Solde redressé au début de l'exercice	25	154 201 000	169 733 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	95 051 000	42 046 000
Activités d'investissement	27	(162 543 000)	(83 390 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	1 260 000	
	30	(66 232 000)	(41 344 000)
Solde à la fin de l'exercice	31	87 969 000	128 389 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (287 147 000)	(339 527 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 (1 200 000)	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (285 947 000)	(339 527 000)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 (44 958 000)	(55 108 000)
Activités de fonctionnement - Diminution	36 (53 124 000)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 (35 325 000)	(5 767 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38 967 000	8 495 000
Solde à la fin de l'exercice	39 (153 507 000)	(287 147 000)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (76 577 000)	(98 455 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41 1 000	
Solde redressé au début de l'exercice	42 (76 576 000)	(98 455 000)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 66 115 000	21 878 000
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (1 260 000)	
	47 64 855 000	21 878 000
Solde à la fin de l'exercice	48 (11 721 000)	(76 577 000)

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	_____
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	_____
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	_____
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	_____
	5	_____
Diminution		
	6	_____
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	_____

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][]	\$
Égout	2	[][][][] , [][]	\$
Eau et égout	3	[][][][] , [][]	\$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][]	\$
Matières résiduelles	5	[][][][] , [][]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6	[][] , [][][][]	%
---	-----------------------	---

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2016	3 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	4 _____	\$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	7 _____	\$
b) autres formes d'aide	8 _____	\$
3. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	11 _____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	14 _____	\$
5. Les dépenses liées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

TABLE DES MATIÈRES

A=Agglomération
PAGE

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Revenus de taxes	S55-A	71
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	S56-A	72
Calcul de certains revenus de taxes	S57-A	73
Taux des taxes	S59-A	75
Taux global de taxation prévisionnel	S60-A	76
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	S63-A	79
Questionnaire	S65-A	81

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	34 350 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	12 340 300
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	46 690 300
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	46 690 300
	26	46 690 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	2
Taxes d'affaires	3
Compensations pour les terres publiques	4

5

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6
Cégeps et universités	7
Écoles primaires et secondaires	8

9

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	
Taxes sur la valeur foncière	10
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	11
Taxes d'affaires	12

13

14

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	16
Taxes d'affaires	17

18

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	20

21

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22
Autres	23

24

25

S57-A

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28	29
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54					55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	
Revenus de taxes	11	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	
	11	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel

1 _____

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale

2 _____

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3 , /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	5 <input type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	8 <input type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	11 <input type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>
3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18 _____		\$
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	19 _____		\$

RAPPORT FINANCIER 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES****Section I - Renseignements financiers non consolidés**

Table des matières	S5-L
Renseignements financiers non consolidés audités	S13-L - S23-L
Renseignements non consolidés non audités	S26-L - S28-L

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S30-L
Taux global de taxation réel audité	S31-L - S34-L
Autres renseignements non consolidés non audités	S35-L - S51-L

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54-L
Données prévisionnelles	S55-L - S65-L

Selon la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001)

Section I - Renseignements financiers non consolidés

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

L=Locale
PAGE

Section I

Renseignements financiers non consolidés audités

Renseignements complémentaires non consolidés

Résultats détaillés

S14-L 85

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

S15-L 86

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales

S16-L 87

Charges par objets

S17-L 88

Autres renseignements complémentaires non consolidés

Excédent (déficit) accumulé non consolidé

S23-L 89

Renseignements non consolidés non audités

Analyse des revenus non consolidés

S27-L 91

Analyse des charges non consolidées

S28-L 92

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 202 692 400	3 215 632 000	3 128 323 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	247 844 100	252 329 000	254 545 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	157 724 300	163 819 000	162 207 000
Services rendus	5	273 273 800	281 939 000	274 402 000
Imposition de droits	6	168 019 300	220 893 000	194 217 000
Amendes et pénalités	7	106 826 900	90 355 000	87 583 000
Revenus de placements de portefeuille	8	53 723 100	66 322 000	62 380 000
Autres revenus d'intérêts	9	11 442 000	12 691 000	14 458 000
Autres revenus	10	24 325 100	12 433 000	8 979 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	4 245 871 000	4 316 413 000	4 187 094 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	169 300 000	104 641 000	124 714 000
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	16	12 900 000	141 000	6 677 000
Autres	17		6 021 000	2 329 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18			
	19	182 200 000	110 803 000	133 720 000
	20	4 428 071 000	4 427 216 000	4 320 814 000
Charges				
Administration générale	21	734 487 700	674 093 000	711 915 000
Sécurité publique	22	847 792 260	847 836 000	835 067 000
Transport	23	828 773 100	816 377 000	771 243 000
Hygiène du milieu	24	445 363 100	433 999 000	439 907 000
Santé et bien-être	25	63 442 000	63 193 000	59 791 000
Aménagement, urbanisme et développement	26	183 857 740	169 303 000	169 353 000
Loisirs et culture	27	513 250 300	542 071 000	503 579 000
Réseau d'électricité	28			
Frais de financement	29	254 254 900	244 603 000	241 476 000
Effet net des opérations de restructuration	30			
	31	3 871 221 100	3 791 475 000	3 732 331 000
Excédent (déficit) de l'exercice	32	556 849 900	635 741 000	588 483 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	556 849 900	635 741 000	588 483 000
Moins: revenus d'investissement	2 (	182 200 000)	(110 803 000)	(133 720 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	374 649 900	524 938 000	454 763 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		3 103 000	1 803 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		3 103 000	1 803 000
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		18 374 000	6 763 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	296 945 800)	(300 304 000)	(269 730 000)
	18	(296 945 800)	(281 930 000)	(262 967 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (		6 678 000)	(6 812 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	35 127 200	57 732 000	40 164 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(117 260 900)	(136 870 000)	(62 069 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	4 429 600	5 154 000	(31 087 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(77 704 100)	(80 662 000)	(59 804 000)
	26	(374 649 900)	(359 489 000)	(320 968 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		165 449 000	133 795 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	182 200 000	110 803 000	133 720 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	66 600 000)	36 328 000)	31 620 000)
Sécurité publique	3 (	200 000)	2 053 000)	4 325 000)
Transport	4 (	378 500 000)	294 719 000)	251 953 000)
Hygiène du milieu	5 (	161 800 000)	130 206 000)	125 262 000)
Santé et bien-être	6 ())))))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	85 900 000)	34 694 000)	33 694 000)
Loisirs et culture	8 (	223 500 000)	174 602 000)	164 211 000)
Réseau d'électricité	9 ())))))
	10 (	916 500 000)	672 602 000)	611 065 000)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ())))))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12 ())))))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	601 200 000	299 731 000	442 425 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		6 678 000	6 812 000
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		10 307 000	14 434 000
Réserves financières et fonds réservés	17	133 100 000	130 004 000	106 822 000
	18	133 100 000	146 989 000	128 068 000
	19	(182 200 000)	(225 882 000)	(40 572 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(115 079 000)	93 148 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	826 747 800	825 527 000	793 996 000
Charges sociales	2	339 528 000	335 999 000	355 997 000
Biens et services	3	590 416 900	550 694 000	523 782 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	215 155 800	201 803 000	197 611 000
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	14 821 900	19 167 000	19 429 000
D'autres tiers	7	22 967 200	22 412 000	23 807 000
Autres frais de financement	8	1 310 000	1 221 000	629 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 867 653 000	1 862 724 000	1 825 819 000
Transferts	10			
Autres	11	10 071 800	12 413 000	4 997 000
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	88 969 600	113 928 000	104 336 000
Amortissement des immobilisations	14			
Autres				
-	15	(106 419 900)	(154 413 000)	(118 072 000)
-	16			
-	17			
	18	3 871 222 100	3 791 475 000	3 732 331 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	196 970 000	151 101 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	313 340 000	261 519 000
Réserves financières et fonds réservés	3	88 503 000	106 527 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 263 763 000)	(1 265 528 000)
Financement des investissements en cours	5	(16 521 000)	98 559 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté			
- Affect. À l'exercice suivant	9	45 618 000	39 100 000
- Exc.affect.-Arrondissements	10	190 490 000	156 944 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	11	25 272 000	19 601 000
- Exc.affect.-Autres fins	12	51 960 000	45 874 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	313 340 000	261 519 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	42 586 000	45 197 000
- Gestion de l'eau	20	33 063 000	47 141 000
- Immobilisations	21		118 000
-	22		
-	23		
	24	75 649 000	92 456 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	3 347 000	3 904 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26	1 829 000	1 829 000
Montant non réservé	27		
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
-Unités de stationnement	30	5 310 000	5 329 000
-Autres	31	2 368 000	3 009 000
	32	12 854 000	14 071 000
	33	88 503 000	106 527 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	34 (24 574 000 ) (	49 149 000)
Régimes non capitalisés	35 (96 320 000 ) (	96 320 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 (26 700 000) ()
Autres	37 (28 233 000 ) (	35 117 000)
Régimes non capitalisés	38 () ()
	39 (175 827 000 ) (	180 586 000)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 () ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	41 (40 000 000 ) (	40 000 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 () ()
Autres	43 () ()
-	44 () ()
	45 (215 827 000 ) (	220 586 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	46 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	47 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 (9 900 000) ()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()
Mesure relative aux frais reportés	50 () ()
Autres	51 () ()
-	52 () ()
	53 (9 900 000) ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	55 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56 () ()
Autres	57 (1 317 343 000 ) (	1 317 024 000)
- Dépenses de fonct. financées	58 (29 193 000 ) (	12 087 000)
- Dépenses de foncti. à financer	59 (1 346 536 000 ) (	1 329 111 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	60	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61 174 333 000	138 148 000
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	62	
Autres	63 134 167 000	146 021 000
- Débiteurs sur dép. de fonct.	64 308 500 000	284 169 000
	65 (1 263 763 000 ) (	1 265 528 000)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	66 468 550 000	428 575 000
Investissements à financer	67 (485 071 000 ) (	330 016 000)
	68 (16 521 000)	98 559 000

RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 575 074 900	2 584 288 000	2 508 069 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	319 453 000	321 142 000	315 779 000
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	92 005 600	93 476 000	89 706 000
Activités de fonctionnement	6	136 697 900	137 301 000	135 690 000
Activités d'investissement	7			
Autres	8	731 700	2 150 000	690 000
	9	3 123 963 100	3 138 357 000	3 049 934 000
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	23 815 800	22 546 000	23 402 000
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	13 880 500	13 979 000	13 943 000
Autres				
-Autres	14	766 200	796 000	768 000
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	8 620 500	8 610 000	9 221 000
Activités de fonctionnement	19	19 629 800	19 283 000	19 281 000
Activités d'investissement	20			
	21	66 712 800	65 214 000	66 615 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23	12 016 500	12 061 000	11 774 000
	24	12 016 500	12 061 000	11 774 000
	25	78 729 300	77 275 000	78 389 000
	26	3 202 692 400	3 215 632 000	3 128 323 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	37 891 500	33 213 000	32 787 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	900 700	3 629 000	3 697 000
Taxes d'affaires	29		901 000	6 000
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	38 792 200	37 743 000	36 490 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	65 156 300	68 205 000	71 047 000
Cégeps et universités	33	53 334 000	53 608 000	54 456 000
Écoles primaires et secondaires	34	39 108 200	40 486 000	41 444 000
	35	157 598 500	162 299 000	166 947 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 413 200	728 000	2 215 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37		74 000	252 000
Taxes d'affaires	38			
	39	1 413 200	802 000	2 467 000
	40	197 803 900	200 844 000	205 904 000
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	32 787 800	30 501 000	28 411 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	2 988 300	3 350 000	3 068 000
Taxes d'affaires	43		3 013 000	3 099 000
	44	35 776 100	36 864 000	34 578 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	11 213 300	11 523 000	11 226 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	11 213 300	11 523 000	11 226 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	3 050 800	3 098 000	2 837 000
	50	3 050 800	3 098 000	2 837 000
	51	247 844 100	252 329 000	254 545 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	6 270 000	9 119 000	3 988 000
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	335 000	325 000	344 000
Sécurité civile	55			4 000
Autres	56	139 800	136 000	144 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	1 243 000	2 093 000	2 095 000
Enlèvement de la neige	58	774 900	751 000	797 000
Autres	59	798 600	774 000	821 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	75 500	39 000	77 000
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	157 500	153 000	162 000
Réseau de distribution de l'eau potable	68	71 000	69 000	73 000
Traitement des eaux usées	69	282 200	285 000	285 000
Réseaux d'égout	70		3 691 000	3 667 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		14 225 000	14 258 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	14 244 200	643 000	746 000
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75	5 110 100	240 000	252 000
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	55 000		2 000
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	1 194 300	1 853 000	1 284 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	339 100		
Rénovation urbaine	83	5 802 400	4 547 000	6 876 000
Promotion et développement économique	84	19 668 200	18 459 000	18 436 000
Autres	85		26 000	93 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	1 972 300	2 043 000	2 309 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	4 656 500	5 014 000	4 682 000
Autres	88	2 098 500	5 007 000	12 492 000
Réseau d'électricité	89			
	90	65 288 100	69 492 000	73 887 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91		116 000	
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	27 000 000	27 688 000	31 832 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105	25 413 000		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			(515 000)
Réseau de distribution de l'eau potable	107	49 521 000	29 268 000	42 215 000
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	53 531 000	34 070 000	40 072 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117	4 650 000		
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124	2 800 000	276 000	269 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		7 577 000	7 268 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	6 385 000	5 583 000	2 966 000
Autres	127		63 000	607 000
Réseau d'électricité	128			
	129	169 300 000	104 641 000	124 714 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	19 800 000	21 516 000	22 791 000
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137	72 636 200	72 811 000	65 529 000
	138	92 436 200	94 327 000	88 320 000
TOTAL DES TRANSFERTS	139	327 024 300	268 460 000	286 921 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	16 000	16 000
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	16 000	16 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	16 000	16 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	51 780 900	46 482 000	43 115 000
Sécurité publique	183	166 300	151 000	122 000
Transport				
Réseau routier	184	66 851 000	67 775 000	68 505 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	14 000		
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		13 000	15 000
Autres	189	3 441 200	4 630 000	4 208 000
Hygiène du milieu	190	1 729 400	3 044 000	3 082 000
Santé et bien-être	191	28 081 700	31 107 000	23 250 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	87 641 400	91 639 000	97 185 000
Loisirs et culture	193	33 567 900	37 082 000	34 904 000
Réseau d'électricité	194			
	195	273 273 800	281 923 000	274 386 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	273 273 800	281 939 000	274 402 000
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	27 288 400	36 563 000	31 662 000
Droits de mutation immobilière	198	140 730 900	184 330 000	162 555 000
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	168 019 300	220 893 000	194 217 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	106 826 900	90 355 000	87 583 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203	53 723 100	66 322 000	62 380 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	11 442 000	12 691 000	14 458 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	14 627 100	1 327 000	4 852 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	12 900 000	141 000	6 677 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211	9 698 000		
Autres	212		17 127 000	6 456 000
	213	37 225 100	18 595 000	17 985 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	57 759 300	57 617 000	53 426 000
Grefte et application de la loi	2	30 916 100	32 294 000	30 074 000
Gestion financière et administrative	3	245 180 300	230 333 000	219 065 000
Évaluation	4	14 627 200	14 627 000	14 509 000
Gestion du personnel	5	62 459 700	62 156 000	57 870 000
Autres				
- Autres	6	323 545 100	277 066 000	336 971 000
-	7			
	8	734 487 700	674 093 000	711 915 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	520 421 700	520 468 000	509 304 000
Sécurité incendie	10	311 069 500	311 070 000	309 987 000
Sécurité civile	11	1 651 100	1 660 000	1 394 000
Autres	12	14 649 960	14 638 000	14 382 000
	13	847 792 260	847 836 000	835 067 000
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	158 301 250	161 595 000	153 694 000
Enlèvement de la neige	15	159 383 000	142 890 000	145 694 000
Éclairage des rues	16	36 918 600	35 717 000	36 524 000
Circulation et stationnement	17	46 377 200	47 329 000	44 237 000
Transport collectif				
Transport en commun	18	401 214 800	418 581 000	371 557 000
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21	26 578 250	10 265 000	19 537 000
	22	828 773 100	816 377 000	771 243 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	64 532 600	62 774 000	63 280 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	89 908 900	87 652 000	92 238 000
Traitement des eaux usées	25	82 310 600	80 490 000	79 631 000
Réseaux d'égout	26	52 845 300	44 762 000	40 471 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	55 087 500	54 177 000	53 141 000
Élimination	28	30 256 300	30 526 000	33 698 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	29 868 900	29 436 000	28 736 000
Tri et conditionnement	30	6 512 000	1 046 000	877 000
Matières organiques				
Collecte et transport	31		9 711 000	5 487 000
Traitement	32	4 818 100	4 814 000	4 836 000
Matériaux secs	33	12 969 700	12 610 000	11 325 000
Autres	34	3 533 400	3 470 000	3 950 000
Plan de gestion				
Autres	36	3 266 000	2 796 000	2 536 000
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	38	8 505 300	8 453 000	7 609 000
Autres	39	948 500	1 282 000	12 092 000
	40	445 363 100	433 999 000	439 907 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	20 398 200	20 311 000	19 287 000
Sécurité du revenu	42	27 307 600	24 424 000	24 911 000
Autres	43	15 736 200	18 458 000	15 593 000
	44	63 442 000	63 193 000	59 791 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	63 126 740	60 329 000	55 144 000
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	1 612 900	1 377 000	1 708 000
Autres biens	47	29 560 200	26 151 000	28 084 000
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	66 098 100	66 803 000	71 585 000
Tourisme	49	15 782 100	13 609 000	12 238 000
Autres	50	38 000	702 000	234 000
Autres	51	7 639 700	332 000	360 000
	52	183 857 740	169 303 000	169 353 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2015
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	63 780 800	65 327 000	61 972 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	36 603 700	35 211 000	33 981 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	39 538 700	38 400 000	37 904 000
Parcs et terrains de jeux	56	153 641 100	161 918 000	149 284 000
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58	71 900	71 000	103 000
Autres	59	18 839 500	15 766 000	13 868 000
	60	312 475 700	316 693 000	297 112 000
Activités culturelles				
Centres communautaires	61	16 142 700	16 929 000	15 620 000
Bibliothèques	62	87 570 600	87 748 000	82 745 000
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63	66 548 300	71 733 000	61 307 000
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	30 513 000	48 968 000	46 795 000
	66	200 774 600	225 378 000	206 467 000
	67	513 250 300	542 071 000	503 579 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	69	248 530 800	240 383 000	237 052 000
Autres frais	70	4 414 100	2 999 000	3 795 000
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71			
Autres	72	1 310 000	1 221 000	629 000
	73	254 254 900	244 603 000	241 476 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	74			

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

	L=Locale	
	PAGE	
Section II - Autres renseignements financiers non consolidés		
Taux global de taxation réel audité		
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	S31-L	95
Taux global de taxation réel	S32-L	96
Autres renseignements non consolidés non audités		
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	S36-L	100
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	S36-L	100
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	S39-L	101
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	S45-L	102
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-L	103
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	S47-L	104
Taux des taxes	S49-L	105
Questionnaire	S51-L	107

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de la Ville de Montréal (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016. Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

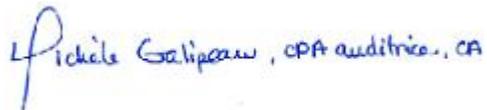
Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

La vérificatrice générale de la Ville de Montréal,



Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Montréal
Le 13 avril 2017

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 <u>217 911 595 488</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 <u>218 569 397 088</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>218 240 496 288</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>2 039 333 131</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>218 240 496 288</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6 , 9 | 3 | 4 | 4 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 <u>217 911 595 488</u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 <u>218 569 397 088</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>218 240 496 288</u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	72 330 000	57 308 000	64 363 000
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	71 838 000	67 643 000	57 916 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	281 432 000	227 360 000	190 641 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	19 630 000	10 237 000	10 834 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	19 817 000	10 605 000	9 045 000
Aires de stationnement	9	1 360 000	912 000	2 928 000
Parcs et terrains de jeux	10	73 563 000	51 544 000	44 340 000
Autres infrastructures	11	71 767 000	28 508 000	26 111 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	54 800 000	35 245 000	35 051 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	155 634 000	104 560 000	114 007 000
Améliorations locatives	15		1 775 000	205 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16	21 581 000		
Autres	17		25 718 000	19 132 000
Ameublement et équipement de bureau	18	45 783 000	21 556 000	23 514 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 203 000	7 588 000	6 707 000
Terrains	20	7 500 000	22 043 000	5 986 000
Autres	21	14 262 000		285 000
	22	916 500 000	672 602 000	611 065 000

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		25 900 000	33 582 000
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		23 647 000	19 941 000
Autres infrastructures	27		309 301 000	266 542 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		31 408 000	30 781 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		43 996 000	37 975 000
Autres infrastructures	32		19 865 000	17 357 000
Autres immobilisations	33		218 485 000	204 887 000
	34		672 602 000	611 065 000

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	14 627 200	14 627 000	14 509 000
Autres	3	210 530 400	210 489 000	237 491 000
Sécurité publique				
Police	4	513 662 700	513 663 000	501 849 000
Sécurité incendie	5	311 069 500	311 070 000	309 987 000
Sécurité civile	6	1 553 400	1 553 000	1 201 000
Autres	7	7 049 200	7 049 000	6 984 000
Transport				
Réseau routier	8	22 460 500	22 460 000	23 183 000
Transport collectif	9	401 134 500	401 134 000	371 498 000
Autres	10	10 674 300	10 670 000	8 709 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	187 166 100	182 515 000	180 529 000
Matières résiduelles	12	48 490 800	48 491 000	50 116 000
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	4 663 900	4 656 000	4 475 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	19 396 100	19 215 000	18 193 000
Autres	17	2 192 800	2 193 000	2 062 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 915 000	4 915 000	3 283 000
Rénovation urbaine	19	4 312 800	4 313 000	4 061 000
Promotion et développement économique	20	26 938 700	26 899 000	19 373 000
Autres	21	331 600	331 000	359 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	22 965 800	22 966 000	18 399 000
Activités culturelles	23	53 517 700	53 515 000	49 558 000
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 867 653 000	1 862 724 000	1 825 819 000

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****Non audité**

		2016	2015
Rémunération	1	28 364 000	27 074 000
Charges sociales	2	12 156 000	11 603 000
Biens et services	3	632 082 000	572 388 000
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	672 602 000	611 065 000

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	151 101 000	102 703 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	2 000	(2 000)
Solde redressé au début de l'exercice	3	151 103 000	102 701 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	165 449 000	133 795 000
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(119 582 000)	(125 395 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		40 000 000
Financement des investissements en cours	10		
	11	45 867 000	48 400 000
Solde à la fin de l'exercice	12	196 970 000	151 101 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	261 519 000	191 881 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	278 000	(1 159 000)
Solde redressé au début de l'exercice	15	261 797 000	190 722 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(57 732 000)	(40 164 000)
Activités d'investissement	17	(10 307 000)	(14 434 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	119 582 000	125 395 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	51 543 000	70 797 000
Solde à la fin de l'exercice	22	313 340 000	261 519 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	106 527 000	160 475 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(24 890 000)	(9 195 000)
Solde redressé au début de l'exercice	25	81 637 000	151 280 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	136 870 000	62 069 000
Activités d'investissement	27	(130 004 000)	(106 822 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	6 866 000	(44 753 000)
Solde à la fin de l'exercice	31	88 503 000	106 527 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (1 265 528 000)	(1 278 956 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (1 265 528 000)	(1 278 956 000)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 (38 835 000)	(42 434 000)
Activités de fonctionnement - Diminution	36 33 694 000	33 521 000
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 (18 374 000)	(6 763 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38 25 280 000	29 104 000
Solde à la fin de l'exercice	39 (1 263 763 000)	(1 265 528 000)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 98 559 000	5 411 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41 (1 000)	
Solde redressé au début de l'exercice	42 98 558 000	5 411 000
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 (115 079 000)	93 148 000
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46	
	47 (115 079 000)	93 148 000
Solde à la fin de l'exercice	48 (16 521 000)	98 559 000

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>4 050 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 050 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>4 050 000</u></u>

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][]	\$
Égout	2	[][][][] , [][]	\$
Eau et égout	3	[][][][] , [][]	\$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][]	\$
Matières résiduelles	5	[][][][] , [][]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

	6	[][] , [][][][]	%
--	---	-----------------------	---

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Voir la liste aux pages suivantes	100,000	7	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	6 logements ou plus	Non résidentielle	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis	Taux PTI d'arrondissement	Taux particuliers
Anjou	0,6786	0,7032	3,2526	1,3572	0,6786	0,0860	
Taxe spéciale de l'eau	0,0917	0,0771	0,2943	0,0917			
Taxe d'arrondissement							0,1100
Lachine	0,5944	0,5505	3,0763	1,1888	0,5944	0,0650	
Taxe spéciale de l'eau	0,0812	0,0459	0,2620	0,0812			
Taxe d'arrondissement							58,73 \$ / unité
Taxe d'arrondissement							0,0500
LaSalle	0,5732	0,5148	3,0298	1,1464	0,5732	0,0583	
Taxe spéciale de l'eau	0,0825	0,0494	0,2667	0,0825			
Taxes d'arrondissement							0,0967
L'Île-Bizard	0,6163	0,6410	3,0454	1,2326	0,6163	0,0758	
Taxe spéciale de l'eau	0,0871	0,0363	0,2656	0,0871			
Taxe d'arrondissement							0,0486
Montréal	0,6562	0,6808	3,1926	1,3124	0,6562	<i>voir détails ci-bas</i>	
Taxe spéciale de l'eau	0,0999	0,0999	0,3291	0,0999			
Ahuntsic-Cartierville						0,0408	
Taxe d'arrondissement							0,0441
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce						0,0266	
Taxe d'arrondissement							0,0474
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve						0,0476	
Taxe d'arrondissement							0,0659
Plateau Mont-Royal						0,0286	
Taxe d'arrondissement							0,0565
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles						0,0666	
Taxe d'arrondissement							0,0958
Rosemont-Petite-Patrie						0,0388	
Taxe d'arrondissement							0,0449
Le Sud-Ouest						0,0465	
Taxes d'arrondissement							0,0686
Ville-Marie						0,0079	
Taxe d'arrondissement							0,0441
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension						0,0468	
Taxe d'arrondissement							0,0456
Montréal-Nord	0,6499	0,6745	3,1590	1,2998	0,6499	0,0702	
Taxe spéciale de l'eau	0,0755	0,0391	0,1232	0,0755			
Taxes d'arrondissement							0,1355
Eau (non-résidentiel)							0,19414
Outremont	0,5932	0,5089	3,0045	1,1864	0,5932	0,0302	
Taxe spéciale de l'eau	0,0999	0,0999	0,3273	0,0999			
Taxe d'arrondissement							0,0423
Pierrefonds	0,5995	0,5478	3,0607	1,1990	0,5995	0,0685	
Taxe spéciale de l'eau	0,0860	0,0457	0,2863	0,0860			
Taxe d'arrondissement							0,0669
Roxboro	0,6207	0,6454	3,0599	1,2414	0,6207	0,0631	
Taxe spéciale de l'eau	0,0851	0,0344	0,2804	0,0851			
Taxe d'arrondissement							0,0669
Sainte-Geneviève	0,5801	0,5415	3,0625	1,1602	0,5801	0,0753	
Taxe spéciale de l'eau	0,0721	0,0339	0,2054	0,0721			
Taxe d'arrondissement							0,0486
Saint-Laurent	0,6386	0,6632	3,1210	1,2772	0,6386	0,0556	
Taxe spéciale de l'eau	0,0883	0,0508	0,2631	0,0883			
Taxe d'arrondissement							0,0699
Saint-Léonard	0,6290	0,6537	3,0898	1,2580	0,6290	0,0613	
Taxe spéciale de l'eau	0,0812	0,0504	0,2769	0,0812			
Taxe d'arrondissement							0,0821
Verdun	0,5795	0,5398	3,0142	1,1590	0,5795	0,0345	
Taxe spéciale de l'eau	0,0848	0,0546	0,2966	0,0848			
Taxe d'arrondissement							0,0701
Secteur IDS							0,0159
Secteur TFE							0,0297

Taxe spéciale voirie	Résidentiel	Non résidentiel
Ville de Montréal	0,0036	0,0239

Divers	OBNL	STM	Terrains	Technoparc	T.G.T. pondéré ²
Ville de Montréal	0,5000	0,9971	0,8000	0,5000	1,1611

¹ Sauf indication contraire.

Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal
pour l'exercice de 2016¹

(Non audité)

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 \$ par logement, 10 \$ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges– Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	85 \$ par logement
LaSalle	Tarif fixe de 40 \$ par logement.	100 \$ par logement
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 45 \$ par unité; maison de chambres, 20 \$ par chambre; autres immeubles, 50 \$ par logement. Sainte-Geneviève : tarif fixe de 65 \$ par logement ou 65 \$ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Île-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 125 \$ par logement ou 50 \$ par chambre
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	202 \$ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	Pierrefonds : 85 \$ par logement Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum de 25 \$ par logement pour les premiers 228 m ³ et tarif au compteur de 0,396 \$/m ³ sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	96 \$ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	s. o.	s. o.

¹ Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal
pour l'exercice de 2016¹

(Non audité)

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,57 \$/m ³ pour toute consommation excédant 100 000 m ³ , en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Cartierville	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 \$/m ³ .	s. o.
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 45 \$ par logement ou 150 \$ par établissement; b) 0,33 \$/m ³ pour 454 609 m ³ et 0,2552 \$/m ³ sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 \$/m ³ ; b) 45 \$ par logement ou 360 \$ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 \$ à 4 700 \$.	85 \$ par établissement commercial
LaSalle	Tarif de base de 90 \$ par local pour les premiers 255 m ³ , tarif de 0,37 \$/m ³ jusqu'à 425 m ³ et de 0,41 \$/m ³ sur l'excédent.	100 \$ par établissement commercial
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 \$ par local; autres commerces : 270 \$ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 \$ par local pour les premiers 227,3 m ³ et tarif au compteur de 0,274967 \$/m ³ sur l'excédent.	L'Île-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 125 \$ par établissement commercial
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,19414 \$ par 100 \$ d'évaluation foncière non résidentielle ou 0,165 \$ du m ³ .	s. o.
Outremont	Tarif au compteur de 0,44 \$/m ³ . Un crédit de 0,10 \$ du 100 \$ d'évaluation est accordé sur l'évaluation foncière totale au rôle.	202 \$ par bureau d'affaires ou 518 \$ par établissement commercial
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 \$ par local pour les premiers 360 m ³ et taux de 0,21 \$/m ³ sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 \$ à 360 \$ selon le type de commerce.	Pierrefonds : 85 \$ par établissement commercial Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 \$/m ³ jusqu'à 909 200 m ³ et de 0,297 \$/m ³ sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 \$ par établissement pour les premiers 318 m ³ et tarif au compteur de 0,26708 \$/m ³ sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 \$ par unité pour les premiers 228 m ³ et tarif au compteur de 0,19 \$/m ³ sur l'excédent.	96 \$ par établissement commercial
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

¹ Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2016	3 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	4 _____	\$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	7 _____	\$
b) autres formes d'aide	8 _____	\$
3. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	11 _____	59 700 \$
4. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	14 _____	106 000 \$

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

TABLE DES MATIÈRES

L=Locale
PAGE

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Revenus de taxes	S55-L	110
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	S56-L	111
Calcul de certains revenus de taxes	S57-L	112
Taux des taxes	S59-L	114
Taux global de taxation prévisionnel	S60-L	115
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	S63-L	118
Questionnaire	S65-L	120

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 669 167 500
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	311 366 000
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	97 915 200
Activités de fonctionnement	6	138 116 400
Activités d'investissement	7	
Autres	8	686 700
	9	3 217 251 800

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	22 813 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	13 749 800
Autres		
-	14	711 600
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	8 205 700
Activités de fonctionnement	19	19 754 800
Activités d'investissement	20	
	21	65 234 900
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	12 866 400
	24	12 866 400
	25	78 101 300
	26	3 295 353 100

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	39 085 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	918 500
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	40 004 400

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	70 844 700
Cégeps et universités	7	53 772 700
Écoles primaires et secondaires	8	39 722 300
	9	164 339 700

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 501 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	1 501 500
	14	205 845 600

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	33 299 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	3 072 200
Taxes d'affaires	17	
	18	36 371 700

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	11 695 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	11 695 900

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	2 581 500
	24	2 581 500
	25	256 494 700

S57-L

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....) 27 (9 117 200)	28 2 678 284 700	29 2 669 167 500
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12				
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18				
Autres 19	X	20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28 311 366 000 29	311 366 000
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41				
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47				
Autres 48	X	49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Voir pages suivantes	100,0000	7	Autres

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	6 logements ou plus	Non résidentielle	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis	Taux PTI d'arrondissement	Taux particuliers
Anjou	0,6817	0,6866	3,2203	1,3634	0,6817	0,0872	
Taxe spéciale de l'eau	0,0862	0,0723	0,2786	0,0862			
Taxe d'arrondissement							0,0900
Lachine	0,6034	0,5435	3,0622	1,2068	0,6034	0,0649	
Taxe spéciale de l'eau	0,0759	0,0426	0,2532	0,0759			
Taxe d'arrondissement							51,10 \$ / unité
Taxe d'arrondissement							0,0530
LaSalle	0,5825	0,5084	3,0168	1,1650	0,5825	0,0550	
Taxe spéciale de l'eau	0,0773	0,0459	0,2495	0,0773			
Taxes d'arrondissement							0,0698
L'Île-Bizard	0,6165	0,6214	2,9989	1,2330	0,6165	0,0764	
Taxe spéciale de l'eau	0,0830	0,0393	0,2459	0,0830			
Taxe d'arrondissement							0,0502
Montréal	0,6609	0,6658	3,1644	1,3218	0,6609	<i>voir détails ci-bas</i>	
Taxe spéciale de l'eau	0,0945	0,0945	0,3069	0,0945			
Ahuntsic-Cartierville						0,0437	
Taxe d'arrondissement							0,0441
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce						0,0286	
Taxe d'arrondissement							0,0462
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve						0,0489	
Taxe d'arrondissement							0,0654
Plateau Mont-Royal						0,0297	
Taxe d'arrondissement							0,0606
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles						0,0768	
Taxe d'arrondissement							0,0853
Rosemont-Petite-Patrie						0,0386	
Taxe d'arrondissement							0,0440
Le Sud-Ouest						0,0470	
Taxes d'arrondissement							0,0665
Ville-Marie						0,0072	
Taxe d'arrondissement							0,0434
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension						0,0465	
Taxe d'arrondissement							0,0450
Montréal-Nord	0,6548	0,6597	3,1320	1,3096	0,6548	0,0713	
Taxe spéciale de l'eau	0,0703	0,0353	0,1028	0,0703			
Taxes d'arrondissement							0,1345
Eau (non-résidentiel)							0,19043
Outremont	0,6020	0,5051	2,9894	1,2040	0,6020	0,0341	
Taxe spéciale de l'eau	0,0945	0,0945	0,2888	0,0945			
Taxe d'arrondissement							0,0420
Pierrefonds	0,6024	0,5352	3,0246	1,2048	0,6024	0,0699	
Taxe spéciale de l'eau	0,0807	0,0426	0,2671	0,0807			
Taxe d'arrondissement							0,0671
Roxboro	0,6178	0,6227	3,0034	1,2356	0,6178	0,0648	
Taxe spéciale de l'eau	0,0797	0,0322	0,2586	0,0797			
Taxe d'arrondissement							0,0671
Sainte-Genève	0,5871	0,5324	3,0434	1,1742	0,5871	0,0759	
Taxe spéciale de l'eau	0,0712	0,0463	0,2209	0,0712			
Taxe d'arrondissement							0,0502
Saint-Laurent	0,6473	0,6522	3,1087	1,2946	0,6473	0,0581	
Taxe spéciale de l'eau	0,0829	0,0453	0,2506	0,0829			
Taxe d'arrondissement							0,0699
Saint-Léonard	0,6382	0,6431	3,0776	1,2764	0,6382	0,0653	
Taxe spéciale de l'eau	0,0758	0,0466	0,2542	0,0758			
Taxe d'arrondissement							0,0824
Verdun	0,5903	0,5417	3,0052	1,1806	0,5903	0,0399	
Taxe spéciale de l'eau	0,0795	0,0509	0,2853	0,0795			
Taxe d'arrondissement							0,0704
Secteur IDS							0,0139
Secteur TFE							0,0233

Taxe spéciale voirie	Résidentiel	Non résidentiel
Ville de Montréal	0,0034	0,0231

Divers	OBNL	STM	Terrains	Technoparc	T.G.T. pondéré ²
Ville de Montréal	0,5000	0,9797	0,5800	0,5000	1,1507

¹ Sauf indication contraire.

Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal
pour l'exercice de 2017¹

(Prévisions)

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 \$ par logement, 10 \$ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges– Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	85 \$ par logement
LaSalle	Tarif fixe de 40 \$ par logement.	100 \$ par logement
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 45 \$ par unité; maison de chambres, 20 \$ par chambre; autres immeubles, 45 \$ par logement. Sainte-Geneviève : tarif fixe de 55 \$ par logement ou 55 \$ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Île-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 125 \$ par logement ou 50 \$ par chambre
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	202 \$ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	Pierrefonds : 85 \$ par logement Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum de 25 \$ par logement pour les premiers 228 m ³ et tarif au compteur de 0,396 \$/m ³ sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	96 \$ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	s. o.	s. o.

¹ Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal
pour l'exercice de 2017¹

(Prévisions)

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,57 \$/m ³ pour toute consommation excédant 100 000 m ³ , en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Cartierville	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 \$/m ³ .	s. o.
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 45 \$ par logement ou 150 \$ par établissement; b) 0,33 \$/m ³ pour 454 609 m ³ et 0,2552 \$/m ³ sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 \$/m ³ ; b) 45 \$ par logement ou 360 \$ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 \$ à 4 700 \$.	85 \$ par établissement commercial
LaSalle	Tarif de base de 90 \$ par local pour les premiers 255 m ³ , tarif de 0,37 \$/m ³ jusqu'à 425 m ³ et de 0,41 \$/m ³ sur l'excédent.	100 \$ par établissement commercial
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 \$ par local; autres commerces : 270 \$ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 \$ par local pour les premiers 227,3 m ³ et tarif au compteur de 0,274967 \$/m ³ sur l'excédent.	L'Île-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 125 \$ par établissement commercial
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,19043 \$ par 100 \$ d'évaluation foncière non résidentielle ajustée ou 0,165 \$ du m ³ .	s. o.
Outremont	Tarif au compteur de 0,44 \$/m ³ . Un crédit de 0,10 \$ du 100 \$ d'évaluation est accordé sur l'évaluation foncière totale au rôle.	202 \$ par bureau d'affaires ou 518 \$ par établissement commercial
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 \$ par local pour les premiers 360 m ³ et taux de 0,21 \$/m ³ sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 \$ à 360 \$ selon le type de commerce.	Pierrefonds : 85 \$ par établissement commercial Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 \$/m ³ jusqu'à 909 200 m ³ et de 0,297 \$/m ³ sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 \$ par établissement pour les premiers 318 m ³ et tarif au compteur de 0,26708 \$/m ³ sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 \$ par unité pour les premiers 228 m ³ et tarif au compteur de 0,19 \$/m ³ sur l'excédent.	96 \$ par établissement commercial
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 \$/m ³ aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

¹ Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	3 295 353 100
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	9 117 200
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	_____
Total partiel		4	<u>3 304 470 300</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		12 866 400
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		15 434 700
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		1 174 948 400
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		_____
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	<u>1 203 249 500</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	<u>2 101 220 800</u>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 632 293 600		14 323 000	20 186 800	224 897 200	121 600
De secteur	2	43 884 700		370 400	1 760 300	30 574 100	17 800
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	2 707 900				164 100	
Autres	5	32 921 700				7 343 700	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	12 866 400					
	8	1 724 674 300		14 693 400	21 947 100	262 979 100	139 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 051 146 400	17 100	37 547 800	2 980 533 500
De secteur	10	153 923 500	2 500	5 498 300	236 031 600
Autres	11			686 700	686 700
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	5 333 700			8 205 700
Autres	13	16 763 800			57 029 200
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				12 866 400
	16	1 227 167 400	19 600	43 732 800	3 295 353 100

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	60 000 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	